

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
VAGABONDS MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 14 janvier 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

Eugène TESTUT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. GARÇON, professeur.
 TISSIER, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES
VAGABONDS MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 14 janvier 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

Eugène TESTUT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { *MM. GARÇON, professeur.*
TISSIER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551430_0023

AVANT-PROPOS

Nous n'avons pas l'intention dans notre thèse de faire une étude purement juridique des lois nombreuses qui s'occupent du vagabondage spécialement et de l'enfance d'une façon plus générale.

Le sujet a été maintes fois traité à ce point de vue, et nous nous exposerions à des redites nombreuses, la jurisprudence étant fixée depuis longtemps sur l'application des textes du Code pénal.

A une époque où le législateur semble négliger la situation de l'enfance dans la société et où il ne s'occupe guère de légiférer en la matière, mais où d'autre part les diverses sociétés de patronage s'émeuvent de l'importance de la question, il semble qu'il n'est pas sans intérêt d'essayer de tirer de nos textes actuels la solution la plus heureuse et la plus utile pour l'enfance.

Nous nous proposons donc de donner aux lois qui visent le vagabondage et la protection de l'enfance, une application large, un peu même arbitraire de

façon à concilier à la fois les intérêts des mineurs et l'application des textes, sans néanmoins violer ostensiblement la tradition et la jurisprudence.

Quand il s'agit d'un adulte, le tribunal en rendant son jugement n'a pas à tenir compte d'éléments si divers et si compliqués que lorsqu'il juge un mineur. Il n'a pas à tenir compte des conséquences et des effets que pourront avoir sur l'inculpé, une condamnation ou un acquittement. — Ici au contraire le juge, véritable médecin de la santé morale de son jeune client doit faire la psychologie parfaite de la conscience de ce dernier et après avoir analysé les éléments dont elle se compose et considéré ceux qui concourent à sa formation, doit donner une solution adéquate et conforme à la situation de l'enfant.

Dans un premier chapitre nous définirons le vagabondage et nous nous demanderons si, en toute équité, l'enfant peut être soumis à l'application des articles 269 et suivants du Code pénal s'il n'existe pas des cas où le mineur doit être mis en dehors du droit commun ; car, suivant la solution que nous aurons adoptée, nous le déférerons aux tribunaux correctionnels ou demanderons en sa faveur une procédure spéciale calquée sur celle de la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle.

Dans un second et troisième chapitres nous montrerons les vagabonds délinquants et les causes de leurs délits ou plutôt de l'influence sur ces mineurs

du milieu dans lequel ils vivent, voulant faire ressortir par là la complication et la difficulté de la matière.

Nous terminerons par la partie la plus importante de notre thèse : les moyens qu'il convient d'appliquer à l'enfance pour réprimer les désordres qui l'affligent.

Et nous dirons s'il est possible, en l'absence d'une législation spéciale, d'éviter la correctionnelle aux jeunes délinquants tout en prenant à leur profit des mesures d'éducation et de réforme.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

Faut-il punir le vagabondage chez le mineur ? Le vagabondage est l'école du crime. — Comparaison entre le vagabond adulte et le vagabond mineur.

Le vagabondage est-il un délit ? Mesures administratives et mesures judiciaires contre les vagabonds. — Définition du vagabondage. — L'article 270 du Code pénal est-il applicable au mineur ? Théorie de la jurisprudence.

Le vagabondage et la prostitution des mineurs.

On l'a dit bien des fois, l'état de vagabondage est pour le mineur l'école du crime. Livré à lui-même, abandonné à tous ses instincts, l'enfant est le jouet de tous ses caprices, et des impressions et sensations que le monde extérieur lui inspire. S'il n'est ni bon ni mauvais à sa naissance, contrairement à deux théories opposées, il apporte néanmoins en lui, quand il vient au monde, des prédispositions ataviques, qui, si elles ne sont pas réprimées, se développent fatalement et d'autant mieux et plus rapidement que le milieu dans lequel il vit leur est plus favorable.

Une éducation sévère et soignée peut faire de bons sujets de petits êtres aux penchants les plus pervers ;

mais la plupart du temps il a manqué à l'enfant vagabond l'assistance de l'éducateur qui lui est nécessaire. Quel milieu plus propice au développement de tous les germes de vice que l'état de vagabondage l'état de liberté absolue, d'insoumission et d'insubordination, où l'enfant sera son seul maître, ou plutôt n'aura pour maître que ses instincts, ses sensations et l'exemple de tous ceux qui l'entourent. A Paris surtout, le danger de la rue est considérable, parce que les tentations sont innombrables. Le petit vagabond voit à sa portée tout ce qu'il peut désirer et il n'a qu'à tendre la main pour prendre à l'étalage des magasins ou ailleurs les objets qu'il convoite. Ce mouvement il hésitera d'abord à le faire, mais ce n'est qu'un pas à franchir et quand il l'aura franchi, l'enfant est perdu. C'est alors que commence pour lui la période où les délits succéderont aux délits et où les crimes succéderont aux crimes.

A tout cela il faut ajouter l'exemple de la rue et les différentes scènes auxquelles il ne manquera pas de se trouver comme spectateur, quand il ne sera pas lui-même un acteur.

Dans un intéressant rapport fait à l'Académie des sciences morales et politiques en 1895 (1), M. Bérenger montrait par quelle force irrésistible les enfants abandonnés sont attirés vers la vie de vagabondage

1. *Revue des Deux Mondes*, 1895.

si séduisante pour eux, et comment il est difficile, sinon impossible, de les en arracher, quand ils ont, pendant quelque temps, goûté les charmes de cette vie fiévreuse et mouvementée.

« Chez certains enfants de Paris, disait-il, le
« vagabondage devient une passion. Il en est qui
« fuient, pour s'y abandonner, les douceurs dont ils
« jouissent au sein de leur famille. Sous l'empire de
« ce besoin de liberté, qui n'est jamais assouvi, on
« les voit porter le même jour leurs pas dans tous
« les quartiers de la capitale, assister à tout ce qui
« s'y passe, querelles, accidents, agitations publi-
« ques, il n'est pas un mouvement désordonné
« auquel ils ne participent, pas une émeute qu'ils ne
« grossissent. Les premiers aux barricades, ce sont
« eux qui s'y exposent et non qu'ils se passionnent
« pour une opinion politique quelconque, mais c'est
« un drame et ils en sont les acteurs.... Désordre
« d'autant plus déplorable qu'il est le prélude et la
« cause de faits plus graves qui, par une pente invi-
« sible, mais fatale, conduisent ces malheureux
« enfants au crime, à la honte, au châtement. »

Chez l'adulte et le vieillard au contraire, l'état de vagabondage n'est pas dangereux en général. L'idée criminelle hante rarement leur cerveau, et, à moins de se trouver en présence de malades et d'anormaux, ils sont la plupart du temps inoffensifs : ce sont des individus qui ont travaillé pendant leur jeune âge,

mais qui, à la suite de certains événements dans leur vie, ont été rejetés du milieu de la société. Ils ont souvent de bonnes intentions, mais la paresse invétérée qui les caractérise les rend incapables de tout effort pour réaliser leurs promesses. On les trouve partout : le jour, ils mendient ; la nuit, ils couchent sous les ponts ou sur les quais.

Et c'est là que les agents de police vont les déranger. Mais il leur faudra déployer toutes leurs forces musculaires pour arriver à les conduire au commissariat. Comme la riche bourgeoisie de Paris, ils quittent en juin la capitale pour aller vivre à la campagne, et reviennent en octobre pour reprendre leur petite vie errante, abandonnée momentanément par eux. Si par curiosité on consulte le casier judiciaire d'un vagabond de 50 à 60 ans on y trouvera vingt à trente condamnations pour vagabondage et mendicité, quelques-unes pour ivresse, rébellion et outrages aux agents ; très rarement des vols ou délits graves y seront inscrits et encore plus rarement des crimes. Le vol de récoltes est le plus commun, c'est le délit qui accompagne le plus souvent les autres infractions.

La société n'a pas toujours considéré le vagabondage comme un délit (1). Pendant tout le temps de la

1. Thèse de M. PAULTRE, 1906, *Répression de la mendicité et du vagabondage en France dans l'ancien régime*, p. 380 et suivants.

royauté on ne prit contre les vagabonds que des mesures administratives pour secourir leur misère et leur pauvreté.

La charité privée au début, la charité organisée par l'État ensuite, fit l'aumône à des gens malheureux qui étaient plutôt des oisifs et des infirmes que des pervers. Les enfants étaient traités comme les adultes et les vieillards, et il ne fut jamais pris contre eux que des mesures pseudo-éducatrices : on essayait de les mettre à même de pouvoir travailler et de les arracher à cette vie de paresse qui se développait chez eux.

Toutefois les pouvoirs publics s'inquiétèrent bientôt du danger du vagabondage et sous Louis XIV et Louis XV des ordonnances nombreuses prescrivirent des mesures très sévères (1), ordonnances qui d'ailleurs restèrent toujours sans effet, mais qui avaient eu le mérite de reconnaître la nécessité pour une société organisée, de soustraire l'homme à l'oisiveté non seulement, parce que son devoir est de travailler, mais parce qu'une vie désœuvrée est un entraînement au vice et partant un danger pour l'État.

C'est ainsi que la Révolution, s'inspirant de ces principes, organisa des ateliers nationaux, qui, d'ail-

1. Il semble qu'à cette époque, sous Louis XV surtout, le gouvernement ait eu l'idée de réglementer le vagabondage par une loi, mais il se heurta toujours à la résistance des parlements. PAULTRE. Thèse de 1906 citée plus haut.

leurs ne restèrent pas longtemps en vigueur, et dont l'efficacité, comme celle des mesures précédentes, fut nulle parce que ce système péchait par sa base. Il a fallu attendre le Code pénal de 1810 pour voir rédiger l'article 269 du Code pénal déclarant que le vagabondage est un délit et les articles 270 et suivants ordonnant des mesures répressives contre les vagabonds, sans d'ailleurs faire aucune distinction entre les vagabonds adultes et les vagabonds mineurs (1). La société s'est ainsi arrogé le droit de punir à titre préventif, un état qui en lui-même n'est pas répréhensible ; mais elle ne s'est nullement préoccupée d'appliquer aux mineurs des mesures d'éducation puisque ce n'est qu'en l'année 1850 que nous voyons apparaître la loi sur les maisons de correction et les colonies pénitenciaires.

En substituant les mesures judiciaires aux mesures administratives, le législateur de 1810 rédigea d'abord l'article 269 ; car pour appliquer aux délinquants des mesures répressives correctionnelles il était bon de dire préalablement, que le fait punissable est un délit. Mais, à notre avis, la qualification est

1. Précédemment pendant la période intermédiaire de nombreuses lois de police avaient édicté des peines contre les vagabonds et les mendiants, notamment la loi du 10 vendémiaire an IV, du 7 frimaire an V, du 28 germinal an VI, du 18 pluviôse an IX. Mais aucune d'elles n'avait énoncé que le vagabondage était un délit. *Pand fr.*, p. 657 (voy. ob.)

aussi inexacte que hardie: d'après les conditions exigées par l'article 270, il n'y a pas nécessairement place pour une idée intentionnelle chez l'agent. Et si l'on peut supposer que c'est par la volonté même du délinquant qu'il se trouve sans travail, peut-on soutenir que c'est volontairement qu'il se trouve sans domicile et sans ressources. L'intention de nuire nécessaire dans tout délit, ou tout au moins l'intention de se trouver dans l'état de vagabondage, est-elle par suite bien caractérisée? Il aurait été beaucoup plus juste de dire que le vagabondage est une contravention ou un délit contraventionnel. L'existence matérielle du délit caractérisée par la réunion des trois éléments dont nous parlerons plus loin ne suffit point, en effet, de l'avis général des auteurs, pour constituer le délit de vagabondage. En donnant au vagabondage la qualification de délit la loi a nécessairement supposé qu'il prenait sa source dans la volonté même de l'inculpé, qu'il y avait de sa part adoption volontaire d'un genre de vie considéré socialement comme dangereux. Sans doute les circonstances toutes matérielles de l'article 270 du Code pénal font peut-être présumer cette volonté (s'ils'agit d'un adulte surtout), mais elles n'excluent pas la preuve contraire. On ne peut sans doute obliger le juge à rechercher les causes éloignées du genre de vie adopté par le prévenu. Ce serait lui imposer une tâche trop difficile. Mais lorsque les causes prochai-

nes du vagabondage ont un caractère accidentel, le vagabondage ne peut plus être qualifié délit. Il s'explique et devient un état transitoire dont le prévenu ne saurait être responsable parce qu'il n'a pas été adopté volontairement (1).

Pour l'enfant et le mineur est-il possible de dire que le vagabondage est un délit dont il est coupable? Quand précisément ce sont ses auteurs ou les personnes remplaçant ces derniers, qui sont la plupart du temps coupables d'un délit envers eux et quand dans ce cas l'enfant n'a pas adopté volontairement son genre de vie? « Que voulez-vous que je vous
« dise, disait un jeune inculpé de vagabondage, depuis
« l'âge de 7 ans je me suis trouvé seul sur le pavé
« de Paris, je n'ai jamais rencontré personne qui se
« soit intéressé à moi. Enfant j'étais abandonné à
« tous les hasards. Je me suis perdu. Ma vie s'est
« passée dans les prisons et dans les bagnes. C'est
« une fatalité. Je n'ai jamais eu personne à qui me

1. *Pandectes françaises*, p. 663. — CHAUVEAU, HÉLIE, FAUSTIN et VELLEY, t. III, n° 1101. La question de savoir si le vagabondage chez l'enfant est un délit ou une contravention semble avoir été discutée par le tribunal de simple police de Dunkerque du 20 mars 1895 dans une espèce toute spéciale où il s'agissait d'enfants faisant « l'école buissonnière ». Naturellement ce jugement a été cassé par la Cour de cassation par un arrêt du 6 juillet 1895, mais le jugement de Dunkerque est une consécration de notre théorie qui aurait pu permettre de douter si l'article 269 du Code pénal n'existait pas.

« recommander, je n'avais en perspective que le
« vol. J'ai volé, j'ai fini par tuer (1). »

Les rédacteurs du Code pénal ont donc commis une erreur législative et une injustice envers l'enfant, en le rendant responsable de fautes commises par ses parents et en le rendant victime des pouvoirs exagérés de la puissance paternelle de notre Code, ou des conséquences de l'abandon dont il a été l'objet.

Étudions l'article 270 du Code pénal et nous constaterons que les conditions exigées par cet article ne peuvent pas être appliquées au mineur et que c'est à tort que dans la pratique on l'inculpe de vagabondage, que cette inculpation relevée contre lui, n'est qu'un expédient rendu légal par une jurisprudence constante depuis de nombreuses années, pour appliquer à l'enfant des mesures d'éducation.

Art. 270. — « Les vagabonds ou gens sans aveu
« sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens
« de subsistances et qui n'exercent habituellement,
« ni métier ni profession. »

D'après l'article 108 du Code civil « le mineur non
« émancipé, a son domicile chez ses père et mère ou
« tuteur ». La loi lui assigne un domicile. Or, à moins
de supposer que ses père et mère ou tuteur sont des
vagabonds — et alors ce n'est pas lui que l'on doit
inculper, comment supposer que le mineur n'a pas

1. M. d'HAUSSONVILLE. *L'enfance à Paris*.

de domicile certain.? C'est bien dans ce sens que s'était prononcé en 1832 le tribunal de Colmar, 10 novembre 1831.

« Attendu qu'aux termes des lois civiles, le mineur
« a son domicile chez ses père et mère, que l'obligation de le nourrir, entretenir et élever leur est
« imposée. » Mais la Cour de cassation avait décidé le contraire par arrêt du 21 mars 1823 et depuis cette époque ne s'est jamais déjugée.

Si c'est un enfant trouvé, abandonné ou orphelin, ou remis (pour une cause quelconque) à l'assistance publique, le domicile de ce dernier est à l'assistance publique ainsi que le reconnaît le même jugement précité (1) (S. 32. 2. 346).

Au surplus, le texte exige « un domicile certain ». Donc toutes les fois que le domicile des parents ou tuteur sera connu du juge d'instruction, il n'y aura pas à inculper l'enfant du délit de vagabondage. C'est dans ce sens plus restreint que récemment le tribunal de Lille entendait l'article 270 du Code pénal à propos d'un mineur qui avait été arrêté en état de vagabondage dans la ville de Lille où résidaient ses parents (2).

« Attendu, y était-il dit, quant au délit de vagabondage, qu'il apparaît que la jeune prévenue âgée
« de 15 ans 1/2 a son domicile de droit à Lille, chez

1. Article 6 du décret du 19 janvier an XI.

2. V. JOLLY HENRI dans l'*Enfance coupable*, page 19.

GARÇON. *Théorie du Code pénal*, p. 646.

« ses parents, que si en fait elle a quitté ces derniers
« depuis plusieurs jours ou plusieurs semaines, elle
« n'en a pas moins continué à résider à Lille.

« Attendu dès lors que le défaut de domicile cer-
« tain, élément constitutif du vagabondage, ne se ren-
« contre pas dans la cause, la prévention, de ce chef,
« ne saurait être retenue. »

De nombreux jugements ont été rendus dans ce sens, déclarant tous, en se basant sur la partie du texte « absence de domicile certain », que le mineur ne pouvait pas en droit être en état de vagabondage, toutes les fois que le domicile de ses parents était connu et pas trop éloigné du lieu où l'enfant se livre au vagabondage (1).

La loi exige en outre, comme deuxième condition, « l'absence de moyens de subsistance ». Même critique que précédemment. Aux termes de l'article 203 du Code civil, « les époux contractent ensemble par « le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, « entretenir et élever leurs enfants » et aux termes de l'article 450 du même Code, le tuteur doit prendre soin « de la personne du mineur ». Le mineur n'a-t-il pas par suite une créance alimentaire contre ses auteurs et ces derniers ne doivent-ils pas le mettre en état de subvenir à ses besoins ? Cette obligation de la

1. Cass., 31 mars 1866, D., 67.1.48. — Rennes, 7 avril 1897, *J. des Parquets*, 97.2.27. — GARÇON, *Th. du C.* p. 644. *Pand. fr.*, Vagabondage, p. 699, n° 34.

part des père et mère n'a pas de limite quant à sa durée et doit exister tant que l'impossibilité ou l'incapacité de l'enfant de gagner sa vie existe. Entre frères et sœurs il n'y a pas chez nous d'obligation alimentaire, chose aussi injuste qu'immorale, mais le Code italien permet au frère ou à la sœur dans le besoin de réclamer à ses autres frères et sœurs, les moyens de subsistances qui lui sont nécessaires pour mener un genre de vie conforme à sa condition et à son rang. Et nous ne pouvons que déplorer l'inadvertance du législateur qui brise tous liens d'affection, de protection et d'assistance, après le décès de ceux ou celui qui les unissaient entre eux durant la vie de ces derniers (1). A défaut de père et mère ou d'ascendants, c'est le tuteur choisi par le conseil de famille qui doit s'occuper de l'enfant durant sa minorité.

Il est vrai qu'il faut supposer que la tutelle a été organisée, que le conseil de famille a été réuni et qu'un tuteur a été nommé et a accepté la fonction que lui a conféré le conseil, et nous savons que la plupart du temps, personne ne se préoccupe des intérêts moraux et pécuniaires du pupille à un moment où il aurait besoin d'un protecteur, exceptionnellement, si les parents ont transmis des biens à leur enfant mineur, nous trouverons peut-être quelqu'un qui voudra se charger de la garde et des intérêts du pupille, mais dans le cas contraire, comme un tuteur

1. V. CARPENTIER.

ne voudra pas augmenter ses charges personnelles de charges nouvelles, la tutelle ne sera point organisée.

Même dans ce cas, pouvons-nous dire que l'enfant mineur, que cet enfant abandonné est « sans moyens d'existence ? »

Est-ce que cet enfant n'a pas le droit de réclamer le bénéfice des articles 1 et 5 du décret du 19 janvier 1844, sur les enfants trouvés ou abandonnés et les orphelins pauvres, ainsi conçu ?

« Article premier. — Les enfants dont l'éducation
« est confiée à la charité publique sont : 1° les enfants
« trouvés ; 2° les enfants abandonnés ; 3° les orphe-
« lins pauvres.

« Art. 5. — Les enfants abandonnés sont ceux, qui,
« nés de père ou de mère connus et d'abord élevés
« par eux ou par d'autres personnes à leur décharge,
« en sont délaissés sans qu'on sache ce que les pères
« et mères sont devenus ou sans qu'on puisse recou-
« rir à eux. »

Par conséquent, est-il possible de dire que cet enfant mineur « abandonné » est dépourvu de moyens de subsistances alors que précisément c'est l'État, en la personne de l'administration de l'Assistance publique, qui est tenu de subvenir aux besoins de ces pupilles ?

Si maintenant la tutelle a été organisée et que le tuteur refuse de subvenir aux besoins du mineur parce que son pupille ne possède rien, ce tuteur né-

gligent ne pourrait-il pas voir sa responsabilité engagée en vertu des principes de droit commun, au cas où il négligerait de remettre son pupille à l'assistance publique? Les articles 1384 et 450 du Code civil lui seraient certainement applicables à notre avis et la responsabilité du tuteur est suffisante pour écarter les circonstances qui pourraient constituer le mineur en état de vagabondage. L'article 450 du Code civil dit que le tuteur « prendra soin de la personne du mineur », n'est-ce pas pour lui une obligation, une mise en demeure de mettre son pupille entre les mains de l'assistance publique si lui-même ne peut pas subvenir à ses besoins?

Bien que nos lois existantes permettent de donner à l'enfant la protection et les moyens de subsistances qui lui sont nécessaires pendant son jeune âge, leur application intégrale n'est pas possible; car elle supposerait chez nous une surveillance énergique des tutelles et, comme nous le dirons plus loin, les pouvoirs publics ignorent la plupart du temps la situation des mineurs (1).

La troisième condition seule pourrait paraître exacte — « et n'exerçant habituellement ni métier, ni profession », mais ici encore, on peut reprocher au légis-

1. Un décret du 22 prairial an V oblige pourtant des maires à donner aux juges de paix du canton, connaissance du décès qui donne lieu à l'ouverture de la tutelle.

lateur de rendre le mineur responsable de sa faiblesse et son impuissance. La plupart du temps le mineur est arrêté à un âge où son apprentissage, non seulement n'est pas terminé, mais encore pas même commencé. Il est arrêté au sortir de l'école, à une époque où ses parents commencent à se désintéresser de lui et c'est au moment même où, à défaut des parents, les pouvoirs publics doivent prendre soin de son éducation et instruction professionnelle, qu'on lui fait un délit de ne pas travailler.

Bien que théoriquement et selon toute équité, le délit de vagabondage ne tienne pas pour l'enfance et les mineurs, on admet aujourd'hui généralement la thèse contraire depuis 1832, époque où le législateur a ajouté à l'article 271 du Code pénal le paragraphe ainsi conçu :

« Néanmoins, les vagabonds âgés de 16 ans ne
« pourront être condamnés à la peine de l'emprison-
« nement; mais sur la preuve des faits de vagabon-
« dage, ils seront envoyés sous la surveillance de la
« haute police jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis, à
« moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un enga-
« gement régulier dans les armées de terre ou de
« mer. »

C'est qu'en effet le vagabondage est moins un fait criminel en lui-même qu'un genre de vie que la loi a voulu réprimer. Ce qu'elle a voulu atteindre, c'est une certaine position, des penchants vicieux. Le vaga-

bondage aux yeux de la loi est un acte préparatoire plutôt qu'un délit accompli.

Le vagabondage est ainsi un état de fait et le mot « domicile » doit être pris, non dans le sens de l'article 102 du Code civil, qui établit le domicile « au lieu où l'on a son principal établissement », mais dans le sens d'habitation habituelle (1).

Une vie errante, à la merci des circonstances, l'absence de toute idée de vie fixe et déterminée, suffisent à établir le défaut de domicile. Le vagabond, surtout le vagabond mineur, ignore, le matin où il reposera sa tête le soir, et où il prendra ses repas, si toutefois il n'est pas contraint de se contenter d'un morceau de pain durci. Quelquefois il aura une roulotte qui lui servira d'habitation, mais ce ne sera pas une habitation fixe (2). Tels ces bohémiens et romanichels

1. Cass., 29 déc. 1849, D., 51. 1. 393. — Montpellier, 25 juill. 1885, S., 85. 2. 177. — Cass. S., 55. 1. 858. — Poitiers, 16 juill. 1875. S., 76. 2. 81. — GARÇON, *Th. du C. P.* Vagabondage du mineur, p. 647, n° 442 et suiv. — CHAUVÉAU, FAUSTIN HÉLIE, *Th. du C. P.*, t. III, n° 1039. — GARRAUD, t. IV, n° 2456. *Pand. fr.*, Vagabondage, n° 29, p. 67.

2. Cette condition ne serait pas nécessaire d'après certains auteurs et certains tribunaux et pour ces derniers les roulotiers ne seraient pas des vagabonds; ils auraient un domicile, leur roulotte, mais leur domicile ne serait pas fixe. Dans notre sens GARÇON, p. 647, n° 44. — *Contra.* GARREAU, IV, 104. — Montpellier, 1^{er} avril 1887, S. 89.2.76; D. 88. 2. 48. — Aix, 1^{er} février 1871. D. 71. 2. 150; *Pand. fr.*, p. 659.

qui infestent les campagnes et les abords des villes par leur maraudage et qui sont insaisissables par la justice, à cause de la facilité extraordinaire de leur déplacement et de leur mobilité. Il va sans dire que le défaut de domicile doit être continu, et, d'après une pratique constante du parquet de la Seine, il doit avoir une durée de deux mois environ. L'enfant toutefois sera arrêté avant ce délai, et les règles établies pour l'adulte en général, doivent être beaucoup plus élastiques pour lui; car à défaut d'autre inculpation celle de vagabondage servira à la justice à prendre contre lui des mesures préventives, qui, provisoires d'abord, deviennent définitives après sa comparution en correctionnelle. Il arrive fréquemment chez les adultes que des interruptions fréquentes du délai de deux mois, par un séjour de quelques jours dans un établissement public ou privé, ou chez un particulier, voire même à la prison, mettent ces derniers à l'abri de toute inculpation. Est-il possible, et doit-on appliquer au vagabond mineur ces mêmes règles d'une façon aussi stricte et rigoureuse (1)? Nous ne le pensons pas et le petit parquet agit d'une façon plus arbitraire, pour le bien de l'enfant, toutes les fois que les circonstances l'exigent.

1. Il n'y a pas de jurisprudence de la Cour de cass. édictant des règles à ce sujet; mais il semble bien que la huitième chambre du Trib. de la Seine suive ces principes en cette matière pour prononcer l'envoi en correction.

Pour les vagabonds majeurs de vingt et un ans, les moyens de subsistances sont une question de fait laissée à l'appréciation du magistrat (1). On admet généralement que l'inculpé doit être porteur de moyens lui permettant de vivre pendant quelques jours. La jurisprudence va jusqu'à admettre comme moyens suffisants quelques sous trouvés sur lui (2).

Enfin, comme troisième condition, un métier ou une profession habituelle est nécessaire. Le texte dit : « et n'exerçant habituellement ni métier ni profession » ce qui signifie, que quelques jours de travail ne suffisent pas. On admet que le délai de trois semaines environ, depuis la cessation de tout travail, est suffisant pour l'inculpation de vagabondage. Mais ici, comme pour le domicile, une interruption de ce délai par quelques jours de travail seulement, peuvent écarter la prévention.

Quand il s'agit de mineurs, comme pour la première condition, nous sommes d'avis que ces règles ne sont pas applicables et que le juge d'instruction a toute latitude pour maintenir sous mandat de dépôt, des petits vagabonds qui ne sont pas (*stricto sensu*) en état de vagabondage (3), et prescrire contre eux

1. *Pand. fr.*, Vagabondage, p. 662. — Arrêt C. de Cass. 16 sept. 1886; *Bull. Cass. crim.*, n° 332.

2. Actuellement il suffit d'être porteur de 50 centimes.

3. Quelle est la personne qui serait fondée à demander la mise en liberté de l'enfant, puisque nous supposons que cet enfant est abandonné et manque de protection légale ?

toutes mesures qui peuvent paraître utiles à leur cause, sauf au tribunal à prononcer par la suite un acquittement, en faisant application de l'article 66 du Code pénal. Et ces pouvoirs exorbitants du droit commun, les juges peuvent se les arrôger d'autant mieux pour les besoins de la cause, que l'article 270 du Code pénal est vague et plein d'imprécision, le législateur ayant entendu laisser aux juges toute latitude dans l'appréciation du métier ou de la profession, du domicile ou des moyens de subsistances dont parle l'article 270 du Code pénal (1).

Comme condition commune à tous les vagabonds, il faut que le domicile, les moyens de subsistances, le métier et la profession soient avouables, c'est-à-dire ne soient pas contraires à l'ordre public et la conséquence d'un délit. C'est ainsi que le fait pour un souteneur d'habiter chez sa prostituée ne constitue pas pour lui un domicile, de même que les ressources qu'il tire de la prostitution de sa maîtresse ne doivent pas suffire à écarter l'inculpation, parce que aujourd'hui depuis la loi du 27 mai 1885 et celle du 3 avril 1903 surtout, le métier de souteneur constitue un délit spécial. Toutefois si l'on n'établit pas ce dernier

1. *Pand fr.*, p. 662, n° 70 et p. 660, nos 52-53. — CHAUVEAU, FAUSTIN-HÉLIE et VILLEY, t. III, n° 1100. — GARRAUD, t. IV, n° 58. — Trib. correc. de Largentière, 26 janvier 1900; *Pand. fr. pér.*, 1900. 2. 366.

délit l'inculpation de vagabondage ne peut pas y suppléer, parce que cette dernière ne peut être fondée que si le délit de souteneur est établi, et s'il est établi il y a délit spécial, non délit de vagabondage. Néanmoins en faisant application du principe « *Nemo auditur tupitudinem suam allegans* » il pourrait être permis et possible au juge d'instruction de renvoyer devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation de vagabondage simple, de jeunes souteneurs dont le vil métier n'a pu être suffisamment prouvé par l'information et nous ne saurions trop louer et préconiser ces moyens à l'égard de jeunes souteneurs mineurs de 21 ans.

Deux opinions sont ici en présence, et toutes les deux sont consacrées par des jugements et arrêts. La première, aux termes de laquelle les tribunaux n'ont pas à se faire juges de la moralité ou de l'immoralité du domicile, moyens d'existence et profession ou métier de l'inculpé. Ils doivent uniquement constater leur existence ou leur non-existence de façon à pouvoir appliquer l'article 270 du Code pénal (1). « Si le magistrat, d'après cette conception, veut « poursuivre le vagabond, non point comme tel, mais « comme auteur du fait délictueux qui lui a procuré

1. *Pand fr.*, p. 661, n° 61. — PASCAUD. *Gaz. des Trib.*, 19 fév. 1890. — GARRAUD, t. IV, n° 1457. — Chambéry, 27 décembre 1888. S. 1890.2.213.

« des ressources, c'est à lui à en démontrer la provenance délictueuse. »

D'après la seconde opinion, il existe contre l'individu, sur lequel porte les plus sévères charges de vagabondage, une présomption ayant la force d'une présomption légale, que les moyens qu'il invoque sont des moyens illusoires, et c'est à l'inculpé à prouver que ces moyens sont bien avouables. L'agent « qui se livre à l'oisiveté et erre de ville en ville sans « pouvoir justifier d'aucunes ressources, fait naître des « inquiétudes qui ne peuvent disparaître que par la « justification claire, évidente de ces moyens (1). »

Aux termes de nombreux arrêts et jugements, il n'est pas nécessaire aujourd'hui que ces moyens d'existence et profession soient la conséquence d'un délit, le fait par exemple de l'inculpé de ne pas vouloir indiquer la provenance des sommes trouvées sur lui, et de ne pas indiquer son domicile suffisent avec les charges qui pèsent sur lui à l'inculper de vagabondage (2).

C'est ainsi qu'est fixée la jurisprudence, qui décide notamment que la prostitution publique ou privée ne peut

1. *Pand. fr. Vagabondage*, p. 661, n° 63. — Cass., 8 mars 1877; Trib. Romorantin, 22 février et 9 mars 1901; *Monit. jud. Lyon* du 19 avril 1901.

2. Cass., 6 nov. 1896. *Pand. fr. pér.*, 1897-7. Voyez Mendicité, p. 128, — Chambéry, 23 janv. 1896. S., 96. 2. 20. — Aix, 9 janv. 1884.

être considérée comme un métier ou une profession.

Avant la loi de 1885 la Cour de cassation avait suppléé ainsi à l'insuffisance de la loi et avait jugé en 1883, que l'individu, trouvé porteur de sommes d'argent extorquées à sa maîtresse, ne constituaient pas de moyens de subsistances (1).

En vertu donc du principe « *nemo auditur...* », nous pourrions utilement écarter, soit le domicile, soit les moyens de subsistances, qui légalement empêcheraient le vagabond de tomber sous l'application des articles 269 et suivants du Code pénal.

La fille mineure qui se livre à la prostitution est-elle en état de vagabondage ? — La prostitution en France, à l'encontre de certains pays, n'est pas un délit. Toute personne est libre de s'y livrer, sauf, en ce qui concerne les mineurs, le droit des parents d'exercer la puissance paternelle pour les arrêter dans leurs mauvais instincts.

Depuis plus de vingt ans, il est question chez nous de réglementer cette matière par des dispositions législatives. M. Fallières, en 1891, M. Béranger en 1894, M. Roussel en 1882, avaient été les promoteurs de projets qui n'ont jamais abouti. Le projet de M. Béranger avait comme trait caractéristique celui de correctionnaliser la prostitution et d'en faire

1. C. c., 23 août 1883. S., 85. 1, p. 513. *Contra* C. c., 10 juillet 1884. S., 85. 1, p. 503. — Toulouse, 10 mars 1886. *Gaz. Trib. Midi*, 4 avril 1886.

un délit spécial. Aujourd'hui, le Sénat vient de voter dans sa séance du 7 juin, par deux voix de majorité, un autre projet plus récent de M. Bérenger, sur la prostitution des mineurs, qui a pour but, non d'en faire un délit spécial, mais d'enrayer ce fléau, en prenant contre ces jeunes délinquants des mesures de protection, lorsque ces derniers ne trouvent pas dans leur famille les garanties suffisantes. Jusqu'à nos jours, la prostitution a été régie par des ordonnances et règlements de police à Paris, et en province par des arrêtés des maires, en vertu des pouvoirs que leur donne à ce sujet la loi municipale du 5 avril 1884. C'est à Paris une ordonnance remontant à l'année 1778 rendue par le lieutenant Lenoir, qui est toujours en vigueur, mais elle est générale et ne s'applique pas spécialement aux mineurs. Des circulaires (1) plus récentes n'ont fait que la rappeler :

« Faisons, disait le lieutenant de police Lenoir, très
« expresses inhibitions et défenses à toutes femmes
« et filles de débauche de racrocher dans les rues,
« sur les quais, places et promenades et sur les bou-
« levards de cette ville de Paris, même par les fenê-
« tres ; le tout sous peine d'être rasées et enfermées
« à l'hôpital même en cas de récidive de punitions
« corporelles. »

On ne rase plus aujourd'hui, mais à la préfecture

1. Sur les logeurs, 15 octobre 1878 ; 25 octobre 1883 ;
31 mai 1907.

de police, existe toujours un tribunal administratif chargé d'enfermer à Saint-Lazare pour un certain temps, les prostituées qui ont enfreint ce règlement.

A propos de la discussion de l'article 9 de la loi que le Sénat vient de voter, M. Béranger discuta chaudement la question de savoir si la prostitution est un délit. Il n'osa pas dire trop haut que ce vil métier était un délit, mais il ne se déclara pas non plus partisan de son libre exercice et de la thèse contraire.

« J'ajoute, disait-il, que le principe d'après lequel
« la prostitution ne peut plus être un délit pour les
« enfants que pour les personnes majeures est con-
« testable... » et plus loin : « Mais si on a admis que
« la fille majeure est libre de se livrer aux désordres
« les plus odieux dans le domicile privé, on n'a pas
« entendu dire qu'elle aurait également le droit de
« donner publiquement le spectacle de sa débauche. »
Il faisait donc une distinction suivant qu'il s'agissait
de mineurs ou de prostituées exerçant leur métier sur
la voie publique... « Mais messieurs, continue-t-il, la
« question ne se pose même pas quand il s'agit de
« l'enfant. On nous répète à satiété, il n'y a pas de
« délit. Comment ? il n'y a pas de délit ? Mais actuel-
« lement la pratique constante est de traduire les
« enfants devant les tribunaux correctionnels où ils
« sont condamnés pour vagabondage. » (1)

La préfecture de police, depuis l'an dernier surtout

i. *J. off.*, 5 juin 1907.

a, en effet, l'habitude d'envoyer au petit parquet du tribunal de la Seine, toutes les mineures prises en flagrant délit de prostitution ou de racolage sur la voie publique, et à défaut d'autre délit relevé contre elles, elles sont inculpées de vagabondage depuis une jurisprudence récente en la matière. En droit strict, juridiquement parlant, c'est à tort que le délit de vagabondage est relevé contre ces dernières; car toutes, sauf quelques rares exceptions, ont des moyens de subsistances et un domicile en garni, quelquefois même elles sont couturières, modistes, filles de chambre et ne travaillent plus que depuis quelques jours, d'autre part il n'est pas possible de dire que leur domicile et les sommes trouvées sur elles sont délictueuses puisque la prostitution est libre. Mais cette dernière étant régie par des arrêtés et règlements de police, peut-être, en faisant application de l'article 471 § 15 du Code pénal, pourrait-on dire que les moyens de subsistances des petites prostituées sont le produit d'une contravention à un règlement ou arrêté de police... Mais c'est là un subterfuge assez hardi, et encore une fois nous constatons en cette matière l'insuffisance de notre législation (1) (2).

1. Il n'y a pas de jurisprudence dans ce sens. — *Contra* : Le trib. de Lyon le 28 janvier 1904 a considéré comme illégale l'arrestation pour fait de racolage accomplie en conformité de dispositions contenues dans un arrêté administratif et la détention préventive qui l'a suivie. *Pand. fr.*, Prostitution.

2. Le tribunal de Romorantin a, par un jugement des

M. Bourdon, commissaire du gouvernement, lors de la discussion de la loi sur les mineurs précitée, s'opposa vivement à la théorie de l'honorable M. Bérenger.

« Sur le point de savoir que la prostitution par
« elle-même n'est pas un délit, c'est là une vérité évidente. Ce qui peut être un délit, ce sont les faits
« connexes qui se groupent à côté de la prostitution :
« c'est le scandale qui peut être causé sur la voie
« publique par la prostituée, c'est l'outrage public
« à la pudeur quelle peut commettre précisément en
« se prostituant, mais la prostitution par elle-même
« n'est pas et ne peut pas être un délit. C'est un
« excès, c'est un abus de liberté. La femme qui ainsi
« donne son corps ou le vend peut méconnaître sa
« propre personnalité, mais elle ne porte préjudice
« qu'à elle-même et de délit dans ce fait il ne saurait
« en exister. »

Bien qu'en droit on ne puisse soutenir que la prostitution est un délit, nous ne saurions néanmoins aller si loin que le commissaire du gouvernement, et, sans faire application d'un subterfuge juridique dont nous parlions plus haut, il nous semble qu'il serait possible et bon en la matière, pour

22 février et 9 mars 1901, considéré les produits du braconnage comme ne pouvant pas constituer des moyens de subsistances dans le sens de l'art. 270 du C. p., or il s'agit dans l'espèce d'un délit-contravention.

établir l'inculpation de vagabondage, de faire emploi du principe « *Nemo auditur tempitudinem suam allegaus* » et par suite, maintenir les délinquants sous mandat de dépôt, l'article 113 du Code d'instruction criminelle n'étant pas applicable.

C'est dans ce sens que le 10 mars 1893 la cour de Paris rendait un arrêt en la matière, qui a été suivi par beaucoup de tribunaux et de cours d'appel.

« Attendu, disait la cour, que la prostitution publique ne peut procurer à une fille mineure de 16 ans « (aujourd'hui 18 ans) les moyens d'existence lui permettant d'échapper à l'application des articles 270 « et 271 du Code pénal. »

Par cet arrêt la cour assimilait en fait la prostitution publique au vagabondage ou tout au moins, déclarait que les moyens d'existence, tirés de la prostitution ne pouvaient empêcher la prostituée d'être inculpée de vagabondage. C'est donc par inadvertance que M. le Garde des sceaux répondait à M. Bérenger que les petites prostituées n'étaient pas poursuivies pour ce délit mais uniquement pour vagabondage, quand les conditions de l'inculpation étaient remplies. Or cet arrêt semble identifier complètement la prostitution publique, quand il s'agit de mineurs au vagabondage, prévu par les articles 270 et 271 du Code pénal, et les juges d'instruction du tribunal de la Seine renvoient toujours devant le tribunal correctionnel pour vagabondage les prostituées mineures, qu'elles

aient ou qu'elles n'aient pas de moyens de subsistances et de domicile.

Le tribunal les suit dans cette voie, et en faisant application de l'article 66 du Code pénal, prononce l'internement dans une maison de correction jusqu'à leur majorité, ou les rend à leurs parents, ou enfin prononce une peine d'emprisonnement contre elles quand leur amendement ne paraît plus possible.

CHAPITRE II

LE VAGABOND DÉLINQUANT

L'enfant au sortir de l'école et l'évolution du vagabondage
— *Son arrestation. — Le vagabond apache et souteneur.*
Le vagabondage chez la petite fille. — Les mauvais exem-
ples. — Sa marche rapide vers la prostitution. — La petite
prostituée et son souteneur. — De la définition du souteneur
et du danger public de ce dernier. — Du vol à l'entolage.
De l'émigration des mineurs. — La servante voleuse et pros-
tituée.
De l'émigration des petits étrangers. — De leur rapatrie-
ment. — Du contrebandier et braconnier vagabond.
Exploitation de l'enfance à Paris. — Les intermédiaires et
loueurs d'enfants. — Les camelots et familles de camelots.
Des proxénètes. — Des voleurs exploiters d'enfants.

Suivons l'enfant dans les diverses étapes de sa perversité, en le prenant dès son entrée à l'école et en passant en revue les diverses phases qu'il subit jusqu'au jour où un délit grave vient le retenir pour quelques années dans sa cellule et le retirer de la société.

Celui qui va devenir rapidement un vagabond, ne fréquente guère l'école, qu'il quitte bientôt définiti-

vement. Il préfère parcourir les rues en bande avec des petits camarades de son âge, s'arrêter aux étalages, aux kiosques de journaux, où les caricatures obscènes excitent et développent ses mauvais instincts, suivre les rassemblements et les manifestations et ne rentrer au foyer paternel qu'à une heure avancée de la soirée. Il abandonne vite le toit familial pour n'y revenir que quelquefois et bientôt l'oublier complètement, pour s'adonner tout entier à cette nouvelle vie pleine de charmes et de surprises pour lui, de laquelle vie il tire tous les moyens de subsistances qui lui sont nécessaires. Sa première profession est de mendier, parce que c'est le métier le plus facile, qui demande le moins d'effort et parce que l'idée de voler n'est pas encore suffisamment ancrée dans son esprit. Il vend des cartes postales, des bouquets à la saison, fait le petit commissionnaire, distribue des prospectus, joue de la guitare ou du violon. Il lui arrive même d'être galant et, se tenant aux abords des théâtres et des grands cafés, il ouvre les portières des voitures et tient un parapluie aux dames et aux messieurs, pour parer aux inconvénients du mauvais temps et de la pluie (1).

Ces débuts paraissent bien monotones au petit vagabond. Ses instincts pernicieux, d'une part, sa paresse et sa misère d'autre part, vont le pousser au

1. *Paris qui mendie*, de PAULIAN.

vol. Il ne veut pas travailler et pourtant il meurt de faim.

Il vole aux étalages des fournisseurs, du pain, des fruits, des gâteaux. C'est la porteuse de pain qui se voit dévalisée pendant qu'elle s'absente pour livrer à un client, et la laitière victime de larcins de ce genre après avoir déposé les bouteilles de lait aux portes de ses clients. Quelquefois même il se rend tout seul ou avec un complice chez un marchand de vins ou dans un restaurant et se fait servir à manger en avouant à la fin du repas son impossibilité absolue de payer la note. C'est alors sa première arrestation. Il lui arrive aussi de voler dans les grands magasins, à l'étalage, des objets faciles à dissimuler, qu'il va vendre chez le brocanteur ou donne en gage à des maisons de prêt, laquelle industrie est pour lui très lucrative et devient rapidement son principal moyen de ressources. Au bout de quelques années d'apprentissage dans cette voie, après avoir bravé la police bien des fois, couché au commissariat et s'être fait remettre en liberté au point du jour, il pratique le vol à la tire, arrache les sacs réticules des dames en prenant la fuite. Dans les rassemblements il coupe les poches des messieurs et leur soustrait leur portefeuille. Il devient même un petit escroc par le vol au rendez-moi. Il fréquente les gares et fait de nombreuses victimes parmi les provinciaux qui arrivent à Paris pour la première fois.

Alors commence pour lui l'époque des démêlés avec les agents qui le connaissent et le surveillent. C'est le moment des arrestations fréquentes, des outrages et rébellion aux agents auxquels il porte des coups violents ; car il est toujours porteur d'une arme prohibée.

Pour échapper à la justice, il voyage de ville en ville et se fait arrêter pour contravention aux lois sur les chemins de fer.

A cette époque de sa vie le vagabond mineur est presque toujours incarcéré et sa vie errante est interrompue. L'interdiction de séjour le tient éloigné des grands centres ou bien il purge sa peine dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

Ceux qui échappent à la prison deviennent les apaches dangereux de nos quartiers excentriques. Ce sont les souteneurs de profession qui se réunissent en bande dans la nuit, fréquentent les cabarets louches, se querellent entre eux et en viennent aux coups de revolver pour une fille qu'ils se disputent. M. Bouyssou, juge d'instruction au tribunal de la Seine, donne de l'apache la définition suivante (1) :

« Sous le nom générique « d'apaches », dit-il, il est
« de mode de désigner depuis quelques années tous
« les individus dangereux, ramassis de la récidive,
« ennemis de la société, sans patrie, ni famille, désér-

1. « La répression et les souteneurs », *Lois nouvelles*.

« teurs de tous les devoirs, prêts aux plus audacieux
« coups de main, à tous les attentats contre les per-
« sonnes ou contre la propriété. On ne saisit pas leurs
« points de ressemblance avec les sauvages d'Amé-
« rique, si ce n'est, peut-être, qu'ils les ont dépas-
« sés en sauvagerie. Partout, à bien considérer, un
« rapprochement entre les uns et les autres serait
« possible. Individualisme outré comme chez tous
« les primitifs, paresse sans réveil, abandon aux fem-
« mes des travaux les plus pénibles. Leur commun
« évangile est que celles-ci ont été créées pour sub-
« venir aux besoins de leurs maîtres. »

Chez la fille mineure le désir du vagabondage arrive plus tard. Ce n'est que vers l'âge de douze ans, à l'âge de la puberté, qu'elle obéit à ses instincts naturels et ce vagabondage n'est pas varié comme chez le petit garçon.

Des lectures obscènes, des livres et journaux pornographiques, le mauvais exemple de ses amies plus âgées qu'elle, et souvent de sa mère elle-même qui ne cache pas ses relations avec un amant sont pour elle une poussée insurmontable vers le vice et la débauche. Elle se lance vers ce genre de vie non tant par plaisir — car les débuts la dégoûtent — que par curiosité. Ses compagnes ont des amants, elle se croit obligée de les suivre dans cette voie, sous peine d'être ridicule. Un jour de fête — de carnaval ou de mi-carême — elle fait la connaissance d'un jeune homme qui,

comme elle, a soif d'amour, et tous les deux épris l'un de l'autre, après serment de s'aimer toujours, fuient au loin le foyer paternel, pour aller ensemble couler des jours heureux jusqu'au temps où la vigilance de la police viendra les arracher l'un à l'autre.

Tout le monde a souvenance de l'aventure de la petite Renée âgée de 12 ans, qui quitta sa famille le jour du carnaval dernier, et suivit le jeune P..., âgé de 17 ans, dans une chambrette du sixième étage où ils ébauchèrent leur première idylle. Ils furent heureux pendant un mois ; mais sur les instances de leur famille, un agent de la sûreté vint les surprendre un matin dans leur couchette et prononça le divorce entre ces deux petits êtres. On ignore ce qu'est devenue la petite Renée. Elle rentra, paraît-il, dans sa famille, mais combien de ses semblables, après avoir aimé pendant quelques mois, finissent par se livrer à tout venant à prix d'argent, jusqu'au jour où elles tombent dans les bras d'un souteneur qui les exploite, les contraint, par une surveillance sévère à se prostituer à qui mieux mieux pour lui remettre le soir une somme déterminée, sous peine d'être rouée de coups. Ce sont les paroles mêmes des plaignantes devant le juge d'instruction. Sur les interrogatoires de ce dernier, elles confessent leur misère, les coups qu'elles reçoivent, mais — chose extraordinaire, ce qui démontre chez elles l'absence de volonté et le besoin d'un maître, — elles

se refusent toujours à indiquer les nom et adresse de leur amant et mentiront pour expliquer les coups et blessures qu'elles portent.

Quelques-unes de ces petites prostituées sont seules. Elles se tiennent sur les grands boulevards et fréquentent les garnis avoisinants où elles attirent les étrangers de passage à Paris pour quelques jours. Elles avouent gagner ainsi de 15 à 20 francs par jour, quelquefois plus, quelquefois moins, mais jamais, disent-elles, elles « n'économisent la moindre somme. » Tout le produit de leur prostitution est dépensé dans les cafés et cabarets où elles s'enivrent, se querellent avec leurs semblables et se font arrêter par les agents qu'elles insultent, outragent et rouent de coups.

A la suite d'une circulaire de M. Lépine, préfet de police, les grands boulevards furent apurés l'an dernier et depuis cette époque on sévit sérieusement contre le racolage des petites mineures qui paraissent aujourd'hui être en moins grand nombre qu'auparavant (1).

Malheureusement celui qui devrait surtout être arrêté échappe à la police. Le souteneur est insaisissable; car d'après la loi du 3 avril 1903 sont considérés comme souteneurs « ceux qui aident, assistent « ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie

1. 1906. *R. p.*, p. 922. Voir statistique.

« publique et en partagent sciemment les profits. »

D'après les termes de cette loi si, sur les trois conditions exigées, les deux premières sont relativement faciles à constater et à prouver, bien qu'en général le souteneur se tienne de préférence dans un bar ou un cabaret, pendant que sa prostituée racole à l'extérieur sur le boulevard, la troisième condition, au contraire, est extrêmement difficile, et si la police arrête le souteneur pour ce chef d'inculpation, le ministère public ne sera jamais à même de pouvoir faire la preuve de la troisième condition. D'après un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 4 janvier 1905, cette dernière condition est nécessaire et indispensable (1) ; aussi c'est vers la réforme de ce texte que les préoccupations du législateur devraient se porter. Il semble qu'aujourd'hui la jurisprudence évolue dans un sens plus large ; en tout cas, c'est la pratique du parquet de la Seine de poursuivre les délinquants con-

1. Voir *Gazette du palais*, arrêt de 1905. Aux termes de l'arrêt précité se rend coupable du vagabondage spécial prévu par la loi du 4 avril 1903, celui qui conduit *sciemment* une fille publique au lieu où elle va exercer le racolage et vient ensuite la chercher lorsqu'elle a cessé de racoler et qui reçoit avec connaissance les profits de la prostitution. Il n'est pas nécessaire que le souteneur, pour tomber sous l'application de la loi, soit présent pendant que la prostituée exerce le racolage et l'assiste à ce moment. *P. F.*, 1905.44.2. *Contra* trib. corr. Seine 22 octobre 1903, *Pand. fr.*, *Vagabondage*, p. 665, n° 115.)

tre lesquels les charges les plus graves sont relevées au cours de l'information.

Pourquoi n'interviendrait-on pas la preuve et n'obligerait-on pas le souteneur contre lequel les plus graves charges pèseraient de faire tomber la présomption existant contre lui? (1).

Voici l'avis de M. Bouyssou, juge d'instruction au tribunal de la Seine : Il n'est pas absolument nécessaire, dit-il, que le souteneur se trouve sur la voie publique, ni même que la remise des sommes d'argent par sa prostituée s'effectue ostensiblement. Le fait par ce dernier d'assister sa prostituée, de la rejoindre au sortir du garni et d'aller avec elle dans un bar ou café, constituent pour cette catégorie d'individus, qui n'ont pas de métier apparent et vivent en concubinage avec des filles, des charges suffisantes pour les arrêter et les inculper du délit spécial d'exercice du métier de souteneur.

« Il y a, ajoute-t-il, une présomption d'ordre général d'après laquelle, celui qui favorise la prostitution, doit être considéré comme ayant agi dans le but d'en partager le produit. Cette présomption légale ne peut être détruite que par des présomptions particulières tirées des faits de la cause. Il faut prendre contre eux des mesures sévères car

1. La répression et les souteneurs, *Lois nouvelles*, 1906.
Trib. corr. Seine, 22 octobre 1903, précité.

« c'est un véritable danger public pour la société,
« mais ici il faut réformer la loi ; car les juges d'ins-
« truction et les policiers ont beau se montrer arbi-
« traires et sévères, les juges sont obligés de les relâ-
« cher, si les charges relevées contre eux, ne tombent
« pas sous l'application du texte du 3 avril 1903. »

Et il ajoute :... « Le souteneur devenu un vérita-
« ble fléau pour la société est un produit tout nou-
« veau de la civilisation. Il est né de la transforma-
« tion de notre état économique, de la rapidité des
« transports, de l'affluence de la main-d'œuvre vers
« la ville, du développement de l'industrie et du
« commerce et aussi, au dire des sociologues moroses,
« de l'abaissement de nos mœurs. Rebelle à la loi
« moralisatrice du travail, perdu de dignité, ayant des
« besoins multipliés par la paresse, déchu de tout
« noble sentiment, ne possédant d'autres freins que
« ses appétits, il ne se contente pas d'exploiter les
« vices et les faiblesses d'autrui. Il est rare qu'à son
« abjecte condition il n'en joigne quelque autre non
« moins inavouable. On le trouve inféodé à toutes
« les bandes de malfaiteurs, mêlé à toutes les atta-
« ques nocturnes, acteur dans toutes les séditions. »

La fille soumise mineure pratique aussi le vol à l'étalage des grands magasins mais ce vol particulier est surtout à la mode chez des femmes d'une condition un peu supérieure, ayant le goût du luxe plus développé. On trouve pourtant parmi ces vagabon-

des mineures de nombreuses kleptomanes qui d'ailleurs ne sont pas poursuivies pour le délit de vol, étant donné leur non-responsabilité.

Nous ne parlerons pas du vol « à l'entôlage », très usité chez ces filles soumises. Depuis quelques années, ce genre de soustraction frauduleuse fait des progrès considérables et tous les jours les commissaires de police et les juges d'instruction à Paris, ont à enregistrer des plaintes pour vol de cette catégorie contre des filles dont on ignore les nom et domicile.

Le flagrant délit est très rare et, sauf quelques exceptions, la preuve des faits incriminés sera impossible pour le plaignant, étant donné les circonstances du délit aussi c'est l'impunité absolue pour la délinquante. Fort heureusement le Parquet de la Seine se montre très sévère en la matière et base souvent les poursuites sur les renseignements recueillis sur l'inculpé et la moralité du plaignant. Ce sont souvent de véritables guets-apens dans lesquels sont attirés des provinciaux et étrangers, de passage à Paris. Ils sont filés par des filles soumises et leurs souteneurs, et, s'ils se laissent entraîner dans un hôtel garni voisin, leur affaire est faite, et quelquefois même avec la complicité des garçons et préposés dudit hôtel. A ce sujet une circulaire du préfet de police en date du 31 mai 1907, recommande aux propriétaires de garnis de ne pas recevoir de filles sou-

prises ou de gens ayant l'allure de souteneurs (1). Mais est-ce une mesure suffisante ? Même en cas de contravention, la peine de l'amende et quelques heures de prison en cas de récidive, ne sont pas une entrave sérieuse à l'exploitation de ce commerce, surtout lorsque les textes législatifs que nous possédons (art. 334 du Code pénal) ne sont pas suffisants et n'atteignent pas ces logeurs ou très rarement. Une loi paraît s'imposer. Depuis le projet de M. Fallières du 31 août 1894 sur la prostitution clandestine dans les maisons meublées et les garnis, il n'y a pas eu d'autre projet en cette matière et les tribunaux en sont réduits, quand ils veulent prononcer une condamnation, à chercher dans les textes du Code pénal une qualification quelconque basée sur l'article 334 précité ou sur une complicité d'un délit connexe (2).

1. Cette circulaire ne fait qu'exiger celles du 6 novembre 1778, alinéa 22, et supprimer une ordonnance de 1883 qui rendait la contravention plus difficile pour les logeurs, car elle exigeait « l'habitude » comme élément essentiel.

2. L'article 334 du Code pénal ne s'occupe en effet que de l'« excitation de mineurs à la débauche ». Si la fille qui se rend dans l'hôtel en garni est majeure de 21 ans, en supposant même que le tenancier de l'établissement ait connaissance de agissements de ses clients et clientes, on ne peut pas dire que ce dernier tombe sous l'application de cet article. Si la fille est mineure, et c'est l'exception, l'inculpation tiendra rarement ; car il faudra prouver soit les faits répréhensibles du tenancier,

De l'émigration des mineurs. — Une grande partie de la clientèle vagabonde parmi les filles vient de la province. La curiosité, l'aspect de la grande ville, l'idée de vivre dans l'opulence, poussent des jeunes filles de la campagne à quitter le pays de leurs parents, lesquels se laissent facilement convaincre, pour aller chercher à Paris une situation de bonne, fille de chambre, ouvrière dans un magasin, modiste ou couturière.

La vie leur sourit dans leurs débuts, elles s'enflamment au milieu de toutes les curiosités de Paris, sans penser au jour fatal où, par suite de la morte-saison ou du renvoi de ses maîtres, elles se trouvent seules abandonnées sur le pavé de la rue. Si elle est jolie, la petite provinciale trouve vite une situation. Elle se prostitue en attendant que le bureau de placement lui vienne en aide. Il lui arrive même de s'abandonner définitivement à cette vie dont les débuts ne lui déplaisent, pas jusqu'au jour, où, arrêtée par les agents des mœurs, elle est conduite au petit Parquet qui la fait rapatrier dans sa famille.

soit la complicité de ce dernier avec un tiers qui conduit ou accompagne la mineure dans le garni. Quant à la complicité des vols dont ces filles sont les auteurs, elle est extrêmement difficile à établir.

A Paris, la préfecture de police se contente d'agir par mesures préventives et à tenir constamment sous sa surveillance les garnis qui ont l'habitude de recevoir des filles.

Chez celle qui continue à suivre les bureaux de placement et à accepter les places offertes par son intermédiaire, on voit vite éclore des vices et défauts inhérents à sa profession et vers lesquels elle court fatalement. Le vol ancillaire (1) se propage avec une rapidité considérable. Beaucoup de ces filles abandonnées ont, en effet, l'idée du luxe et leur pauvreté les torture. L'appât de l'argent, des bijoux et des objets précieux qui sont devant leurs yeux, est pour elles irrésistible, et, sans être irresponsables comme les kleptomanes, qui volent sans savoir pourquoi, pour le plaisir de voler, ces dernières volent pour satisfaire leurs appétits de luxe.

Paris et la grande ville attirent bien aussi les jeunes gens de la province mais d'une façon toute différente et beaucoup moins fréquente. Ceux-ci ne vont pas à Paris dans l'intention d'y chercher une situation. C'est une fantaisie qui surgit un jour dans leur esprit, et qu'ils réalisent en trompant la vigilance de leurs parents ou surveillants, après avoir eu soin au préalable de se munir de quelques pièces d'argent prises dans le porte-monnaie de leur mère. Chez eux, c'est l'idée de voir les curiosités de la grande ville, la tour Eiffel, une grande exposition, la fête du 14 juillet. Ils ont bien l'intention de retourner au foyer

1. RAYMOND DE RYCKÈRE, juge au tribunal de Bruxelles. — Directeur de la Revue pénale et de criminologie : *La servante criminelle*.

paternel mais le manque de ressources suffisantes les fait souvent engager dans une vie, qui est la cause de leur arrestation et de leur remise à leurs parents — à moins qu'ils ne s'abandonnent définitivement à cette vie errante et ne reviennent plus en leur pays.

Cet esprit de curiosité est très développé chez les petits étrangers. Les enfants espagnols, italiens, allemands, émigrent en quantité en France où ils viennent à Paris vendre des bibelots, statuettes, petits objets d'art. Comme ils sont très habiles de leurs mains, ils trouvent presque toujours à suffire à leurs besoins. La mauvaise saison seule est la cause de leur arrestation. Leur rapatriement est difficile; car à moins de convention comme entre la France et la Suisse — (du 27 septembre 1882, ratifiée les 12 avril, 23 juillet 1883) — qui vise les aliénés indigents et les enfants abandonnés, l'État ne veut pas faire les avances. D'autre part leurs parents sont la plupart du temps inconnus des consuls qui eux-mêmes ne disposent pas de fonds suffisants, pour supporter les frais de leur rapatriement.

Il est rare que l'État prenne contre eux un arrêté d'expulsion en vertu de la loi du 5 décembre 1849, à moins de délits graves. Ils deviennent alors la clientèle de nos correctionnelles avant d'être confiés à l'Assistance publique (1).

1. M. JOLLY dans *L'Enfance coupable* (1904) et M. DRILLON, av. à la Cour d'appel de Lille dans *L'Enfant*.

Comme nous venons de le montrer, le vagabondage chez l'enfant est très varié ; on trouve même dans certaines régions des petits vagabonds contrebandiers et braconniers. Dans les environs de Lille on voit des enfants passer la frontière une vingtaine de fois dans la journée et en rapporter chaque fois des objets qu'ils soustraient à la vigilance des douaniers, en les dissimulant sous leurs vêtements. Les agents, qui finissent par connaître ces petits contrebandiers, sont obligés de les fouiller et les objets qu'ils ont sur eux sont en si petite quantité, que les récriminations de la douane ne sont pas justifiées. Ces petits vagabonds sont affiliés à des bandes de contrebandiers de profession, qui les enrôlent et pour lesquels ils travaillent moyennant de faibles rémunérations.

Le braconnage à son tour est très captivant pour le mineur et dans certains pays tels que la Touraine et le centre de la France, où le gibier est très abondant, et où existent de grandes chasses appartenant à l'État, ces petits braconniers qui ont fait leur apprentissage sous les auspices de leurs parents, finissent de bonne heure par s'abandonner pour leur compte personnel, à cette petite industrie très lucrative pour eux. Il n'est pas rare de les voir à l'âge de 12 à 15 ans quitter le domicile de leurs père et mère et vivre au dehors pendant plusieurs jours, y coucher et prendre leurs repas.

De l'exploitation de l'enfance.

Si pour la plus grande partie des classes modestes, l'enfant est une lourde charge, il arrive quelquefois qu'il est sinon une richesse, du moins une source de revenus pour une classe inférieure de la société, pour les exploiters d'enfants.

C'est surtout chez les vagabonds et mendiants professionnels, que nous trouvons ce trafic, et pour eux l'enfant est un instrument et par suite a une véritable valeur marchande. Pour plus de détails sur la matière il serait bon de se reporter à la thèse très intéressante de M. Hélie (Paris, 1899) sur les « vagabonds mineurs ». Nous y verrions qu'il existe à Paris, et dans les grands centres, des dépôts d'enfants en bas âge ou des filles-mères viennent remettre, quelquefois abandonner, leur enfant pour la journée à une intermédiaire qui se charge de le louer à son tour à une femme qui s'en servira pour mendier, en apitoyant les passants sur son sort. C'est ainsi que l'on peut expliquer qu'à Paris des femmes, mendiant en haillons, d'un âge plutôt avancé, puissent avoir sur les bras deux ou plusieurs petits enfants de quelques mois à peine, et tous à peu près du même âge : L'enfant n'a vu le sein que le matin avant le départ de l'exploiteuse, il ne le reverra que le soir à un

moment où sa mère pourra le reprendre, si toutefois elle ne l'abandonne pas définitivement, et pendant toute la journée l'enfant grelotte, a faim et souffre.

Lire pour de plus amples détails *Paris qui mendie* de M. Paulian et *L'Enfance coupable* de M. Henri Jolly où le lecteur pourra s'édifier personnellement sur le trafic des enfants en bas âge. M. Paulian notamment, raconte l'histoire d'une femme qu'il avait étudiée à l'asile de nuit de la rue Saint-Jacques. « Elle avait ainsi laissé mourir dans les épreuves de la mendicité les quatre enfants qu'elle avait elle-même mis au monde. S'était-elle arrêtée alors ? Pas du tout. Elle avait emprunté un cinquième enfant, et elle avait continué son métier. » L'enfant de quelques mois a ainsi une véritable valeur marchande pour ces exploiters et exploiteuses, et son prix varie avec les saisons et surtout avec son âge. C'est ainsi qu'un enfant de quelques mois, aux environs de la Noël, a une valeur de 15 francs. Il n'en vaut plus que dix au milieu de janvier. Son prix descend à 7 francs au Carnaval, et vers Pâques il n'est plus que de 5 fr. Au surplus, les enfants qui ont dépassé deux ans n'atteignent jamais ces prix et après trois ans ils ne sont plus bons à rien pour cette industrie. C'est alors que l'enfant est abandonné et périt faute de soins et par suite des mauvais traitements qu'il a subis dans sa plus tendre jeunesse. Ce ne sera que vers cinq ou six ans et plus que sa valeur reviendra, parce qu'à

cette époque l'exploiteur s'en servira comme intermédiaire ; l'enfant à cet âge pourra opérer tout seul et ne sera plus uniquement un moyen pour apitoyer les passants (V. la thèse de M. Jolly, citée plus haut).

Les maisons de dépôt d'enfants sont nombreuses à Paris et les tenancières de ces établissements sont aujourd'hui depuis la loi du 19 avril 1898, un peu moins à l'abri des poursuites, qu'avant cette date, époque à laquelle les textes du Code pénal (articles 276, 345 à 353) et les lois du 7 décembre 1874 et 23 décembre 1874 étaient complètement impuissants à réprimer ces désordres (1).

Il arrive très souvent que l'enfant en bas-âge, objet de ce trafic, devient la propriété des vagabonds et mendiants auxquels il a été confié et loué. Ce petit être va subir de mauvais traitements, non seulement va être exposé au froid et à la chaleur, mais encore

1. Les articles du Code pénal suffisaient bien à la rigueur, car il était possible d'inculper les intermédiaires et tenanciers de ces maisons de dépôt d'une complicité à un des délits visés par les articles cités, mais cette complicité n'était pas toujours chose facile à établir et prouver. La loi du 19 avril 1898 au contraire vise le fait lui-même, en fait un délit spécial et a modifié la loi du 7 décembre 1874 dans son article 2. Le paragraphe 2 est ainsi conçu : « La même « peine sera applicable aux intermédiaires ou agents qui « auront livré ou fait livrer lesdits enfants et à quiconque « aura déterminé des enfants âgés de moins de 16 ans à « quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre « des individus de professions désignées... »

va être victime des pires tortures. On a vu des parents ou loueurs d'enfants leur fracturer un bras ou une jambe pour augmenter les profits de leur vil métier. C'est ainsi que l'on peut expliquer le grand nombre d'estropiés parmi les mendiants (1).

Le futur petit vagabond grandit vite, et à partir de l'âge de 6 ans, va opérer lui-même sans le secours ni l'assistance de ses auteurs. C'est ici que notre Code pénal est impuissant à réprimer cet abus de la puissance paternelle. Ce petit exploité reçoit, le matin, l'ordre d'aller mendier dans un quartier déterminé. On lui fixe une somme d'argent qu'il doit rapporter et ce pauvre infortuné est condamné à rester au mauvais temps jusqu'au moment où un passant compatissant aura complété la somme fixée, sous peine d'être roué de coups en rentrant à la maison.

Chez les camelots et marchands de journaux l'exploitation de l'enfance est une véritable source de revenus. Tous les enfants et différents membres de la famille sont vendeurs de journaux, bibelots, cartes postales ou de bouquets à la saison, et le soir arrivé, quand on réunit les différents profits, le père de famille a fait une bonne journée.

Telle est la jeunesse de l'enfant jusqu'à l'âge de 10 à 12 ans. A l'instar de ses parents ce petit être devient vite un vagabond lui-même et dégoûté de travailler pour ses père et mère cruels et ingrats,

1. *Les enfants martyrs*, de M. GEORGES BERRY.

il renonce à cette vie de martyr dès qu'il en a la force et le courage. C'est alors que commence pour lui la vie vagabonde dont nous avons tracé plus haut les diverses étapes et que les principes inculqués pendant ses plus tendres années, sont pour lui à cette heure d'un grand profit.

Si le petit vagabond s'émancipe à cet âge et se soustrait à la tutelle de ses exploiters, la jeune fille au contraire ne fait que changer de métier. Ou bien elle reste avec ses parents, ou bien elle les abandonne et dans les deux cas c'est pour être exploitée par la prostitution. M. Georges Berry nous a dépeint dans ses *Enfants martyrs* les vils traitements subis par de pauvres enfants, sous l'autorité de parents indignes. En parcourant les pages de cette brochure, le lecteur trouvera un complément sérieux de cette partie de notre thèse.

Des Proxénètes. — Des mères de famille n'hésitent pas à livrer à la prostitution leurs filles à peine pubères. Dégoûtée quelquefois par cette vie, mais la plupart du temps prédisposée à ce genre de métier par ses instincts pervers et par les exemples au milieu desquels elle a grandi, la petite martyre se voit forcée à se livrer à prix d'argent. Elle se prostitue au dehors, soit seule, soit en compagnie de sa mère ou d'une fille plus âgée à qui elle a été confiée. Mais la plupart du temps à cet âge, pendant la fleur de la jeunesse de sa fille, la mère préfère exploiter les

charmes de son enfant à son domicile personnel qui est déjà pour elle-même un lieu de rendez-vous pour les débauchés. « Une mère de famille avait été sollicitée par un amateur de lui livrer sa fille en costume de première communion. Elle accepta, elle fit suivre à l'enfant les catéchismes et lui amena la victime toute parée de ses blancs vêtements. » — « Je ne sais, ajoute M. Jolly, si, irritée de la résistance de celle-ci, elle n'alla pas jusqu'à requérir contre elle un mandat de détention par voie de correction maternelle. (1) » Que de maisons à Paris — ignorées de beaucoup de Parisiens, mais connues des étrangers parce qu'elles ne se méfient pas de ces derniers qui sont pour elles inoffensifs — reçoivent pour quelques heures, sous la conduite de personnes majeures, des fillettes de quelques années, qu'elles livrent pour des sommes considérables à des amateurs dépravés !

L'exploiteuse et la proxénète est quelquefois la personne chez laquelle la petite fille est mise en apprentissage : le lundi 22 juin dernier, à la huitième chambre du Tribunal correctionnel de la Seine présidée par M. Lemercier comparaisait sous l'inculpation de vagabondage une mineure de 15 ans arrêtée cinq ou six fois pour racolage sur la voie publique. Sa patronne chez qui elle travaillait comme blanchisseuse,

1. JOLLY, *L'enfance coupable*, 1904.

qui la logeait et devait la surveiller, la laissait sortir dans la rue à n'importe quel moment du jour et de la nuit et tolérait même que des jeunes gens vinssent lui rendre visite dans sa chambrette. Cette enfant était ainsi pour la blanchisseuse un moyen de s'attirer non seulement une clientèle pour son industrie apparente, mais encore pour le vil métier qu'elle pratiquait en secret.

Voleurs exploiters d'enfants. — Dans le même ordre d'idée nous voyons l'enfant de 12 à 15 ans exploité par des parents voleurs ou autres personnes. A l'école de ces derniers le petit vagabond a appris son métier et toutes les roueries nécessaires pour réussir. Après examen préalable il est mis dans l'obligation d'exercer ses forces et ses capacités. Que d'enfants arrêtés pour vols à l'étalage sont conduits au petit parquet du tribunal de la Seine où ils racontent (quelquefois refusent de parler) toutes les tyrannies dont ils sont l'objet. Si par extraordinaire, le nom de leur exploiteur est connu et qu'une perquisition soit faite au domicile de ce dernier, ce sont des quantités et variétés d'objets neufs que l'on saisit et qui révèlent la triste industrie du maître. Mais, en général, lui seul échappe à la justice tandis que ses victimes sont poursuivies pour vagabondage et vol ; car il est rare que ce dernier soit connu et qu'en outre la complicité soit établie. Les objets disparaissent rapidement et sont engagés immédiatement au

mont de piété ou vendu au brocanteur. Il n'est pas rare de voir quelquefois les parents apprendre le métier de voleur à leurs enfants vagabonds et les dénoncer ensuite. On en voit même formuler contre eux une demande de mise en correction par autorité paternelle, suivie souvent d'une plainte en déchéance paternelle de la part des enfants maltraités.

A propos de l'exploitation de l'enfance par les contrebandiers et les fraudeurs, dont nous avons parlé plus haut, M. Drillon, avocat à la Cour d'appel de Lille, nous donne des détails intéressants sur cette industrie et spéculation considérable à la frontière belge.

« Il y a des gens, dit-il, qui recueillent chez eux des mineurs de 9, 10, 12, 13, 14, 15 ans, les font frauder pour leur compte. Les plus grands foncent pendant la nuit, les autres portaillent ; ceux qui foncent sont en droit de réclamer le salaire ordinaire ; les autres sont logés deux ou trois dans le même lit, nourris (et ils ne se plaignent pas de la nourriture) et rhabillés quand ils sont là depuis quelque temps. On leur donne pour leur dimanche, 50 centimes à 1 franc (1). »

1. *L'enfant* de DRILLON, 15 mai 1907.

CHAPITRE III

DES CAUSES DU VAGABONDAGE

Des enfants orphelins. — De l'influence de la famille. — Des enfants naturels. — Du conseil de famille. — Le conseil de tutelle en Allemagne.

Du divorce et de ses effets. — Enfants de parents condamnés. — Comparaison entre l'enfant du riche et l'enfant de l'ouvrier. — De la liberté de la presse et de la pornographie. — L'enfant est un débile mental. — De l'influence du climat. — Des influences héréditaires.

M. Rollet, avocat à la Cour d'appel de Paris, directeur du patronage qui porte son nom, a constaté parmi les nombreux enfants vagabonds qui lui ont été confiés que la majorité étaient privés d'une famille ou d'une famille normale.

Il a établi le tableau suivant :

1° Orphelins de père et de mère	10	0/0
2° Enfants naturels	11.25	0/0
3° Enfants de parents disparus ou frappés par la justice	13.25	0/0

4° Enfants de parents séparés soit de fait, soit par le divorce	16.25	0/0
5° Orphelins de l'un des deux parents.	35	0/0

Et M. Raux, directeur des prisons de Lyon, a tracé, de son côté, un tableau sur la moralité des familles des délinquants mineurs.

1° Parents qui avaient excité au mal leurs enfants	8	0/0
2° Parents qui n'avaient pas exercé une surveillance normale	13	0/0
3° Parents qui n'avaient exercé aucune surveillance sur leurs enfants.	38	0/0
4° Parents qui n'avaient exercé qu'une surveillance mauvaise sur leurs enfants	41	0/0

De ces statistiques il est permis de déduire que ces délinquants vagabonds ont été poussés au vagabondage :

- a) Soit parce que la famille leur faisait défaut ;
- b) Soit parce que leur famille était indigne ;
- c) Soit parce que cette dernière se désintéressait complètement d'eux, ou ne pouvait pas s'en occuper.

Ce sont tous des enfants orphelins ou des demi-orphelins, des « orphelins de parents vivants » au dire de Jules Simon, qui n'ont pas reçu d'éducation et dont on n'a pas pris soin de leur jeunesse. L'enfant, en effet, ne peut grandir sans une surveillance de tous les instants et que si la nature prépare plus ou

moins bien les matériaux de l'homme moral, c'est uniquement l'éducation qui le construit et qui le fait bien qu'il y ait de nombreux autres facteurs déterminants (1).

Bien que l'enfant ait des prédispositions au vice, une éducation soignée peut arriver à vaincre des penchants naturels. Nous ne croyons pas à la théorie de Lombroso, qui nie l'efficacité de tout moyen d'éducation mais l'école déterministe, sociologique de Taine, qui préconise l'influence du milieu et l'école du libre arbitre, trop sévère et trop catonniène sont d'accord sur le même point et le même principe: l'influence d'une famille organisée sur des êtres faibles.

Si les Romains au temps de la République ont été forts, si le vagabondage n'existait pas chez les enfants, était peu fréquent chez les adultes, cela tenait à la forte organisation de la famille où plusieurs générations étaient groupées autour d'un même chef le *pater familias*, et où les descendants des diverses branches se trouvaient en tutelle de fait quelquefois toute leur vie. S'ils voulaient s'émanciper, ils étaient bannis de la *Familia* pour toujours, ainsi que leur postérité, et ils n'avaient plus avec les parents qu'ils quittaient aucuns liens de parenté et sur les biens des agnats aucuns droits de succession.

Mais lorsque les liens de la famille, l'autorité du

1. JOLLY, *L'enfance coupable*.

père de famille se relâchèrent, que l'émancipation des fils comme des filles fut plus fréquente, qu'elle ne fit pas perdre au bénéficiaire de cette faveur, les droits et prérogatives de son titre d'agnat, que l'empire d'autre part avec ses institutions déprimées et sa décadence des mœurs eut fait son apparition, les Romains avaient vécu, ils étaient prêts pour la défaite, incapables de repousser les invasions.

« Avec un esprit de famille respecté les progrès de
« la science et de l'industrie moderne seraient fruc-
« tueux à tous égards, dit M. Jolly, parce qu'on aurait
« formé des natures capables d'en tirer parti vigou-
« reusement et sainement. Là où cet esprit manque ou
« dévie, les aliments de la vie sociale risquent d'être
« aussi funestes à la conscience que les nourritures
« les plus recherchées le sont à des estomacs que le
« mépris de l'hygiène élémentaire de l'enfance a laissés
« capricieux et débiles pour tout le reste de la vie (1).

Enfants qui n'ont pas de famille. — Nous parlerons d'abord des enfants qui viennent au monde d'une façon irrégulière, qui sont le produit d'une union illégitime. Non pas que nous ayons l'intention de faire le procès de l'Union libre ; car ici comme ailleurs il peut y avoir place pour le bien et la vertu, et combien de ménages irréguliers ont su élever sagement leurs enfants qui, tout en étant des enfants

1. JOLLY. *Enfance coupable*.

naturels ou légitimes, n'en sont pas moins d'honorables citoyens. Mais la plupart du temps cet enfant, ce produit de l'amour, vient au monde sans connaître son père est vite abandonné à sa naissance par sa mère. Si elle le confie à l'assistance publique, tout va pour le mieux, mais nous voyons trop souvent des jeunes filles, après avoir longtemps, au péril même de leur vie, dissimulé leur grossesse, confier leur enfant à une matrone, qui se charge de le faire élever et de lui trouver une nourrice. La mère donne un faux nom et une fausse adresse, et l'enfant reste ainsi abandonné à une famille étrangère pour lui. Elle s'occupe quelquefois pendant quelque temps des soins qui lui sont apportés et paie les mois de pension à l'intermédiaire, mais dès qu'elle s'aperçoit que le petit infortuné est à l'abri du danger de mort, qu'il a quelques années, elle ne reparait plus et ne donne plus signe de vie. L'assistance publique n'est pas informée et ce n'est qu'à l'âge de 7 ou 8 ans qu'elle le prend sous sa tutelle. C'est peut-être trop tard pour reformer une petite nature qui a vécu au milieu du vice et des désordres (1).

1. La loi du 2 juillet 1907 a modifié l'article 389 du Code civil ; son paragraphe 3 est ainsi conçu :

« Les fonctions dévolues au conseil de famille des enfants « légitimes, sont remplies à l'égard des enfants naturels par « le tribunal de première instance du lieu du domicile légal « du parent investi de la tutelle, au moment où il a reconnu

Ceux qui deviennent orphelins. — A l'absence d'une famille dès la naissance, nous pouvons rapprocher

« son enfant et du tribunal du lieu de la résidence de l'enfant, s'il n'est pas reconnu. Le tribunal statue en chambre
« du conseil, après avoir entendu ou appelé le père et la
« mère de l'enfant, s'il a été reconnu, soit à la requête de l'un
« d'eux, soit à la requête du ministère public, soit d'office
« sur toutes les questions relatives à l'organisation ou à la
« surveillance de la tutelle desdits mineurs. »

Le législateur a ainsi modifié la situation déplorable dans laquelle se trouvaient beaucoup d'enfants naturels. Par cette loi la chambre du conseil du tribunal civil est investie des fonctions qu'avait ou que devait avoir le conseil de famille de ces enfants. Mais il va sans dire que ce texte n'a touché en rien aux droits conférés à l'assistance publique par le décret du 15 pluviôse an XIII et qu'il ne vise que les cas où l'enfant naturel n'est pas sous la tutelle de cette administration.

La Chambre du conseil devra donc désormais exercer un contrôle et une surveillance soit sur la gestion des biens du mineur enfant naturel, soit sur son éducation et nous avons dit plus haut combien étaient vastes les attributions du conseil de famille. Le tribunal sera saisi de l'ouverture de la tutelle soit par son père ou sa mère qui l'aura reconnu ; soit par tous les deux, soit à la requête du ministère public, soit d'office.

Au moment où nous rédigeons notre thèse, nous n'avons pas encore pu apprécier les effets de cette nouvelle loi, mais nous ne pouvons que pronostiquer de bons résultats.

L'esprit de ce texte est des meilleurs, il n'a qu'un défaut : c'est d'augmenter les attributions du ministère public qui, par suite de ses nombreuses occupations, ne pourra pas toujours exercer la surveillance et le contrôle que la situation des enfants naturel l'exigerait. Il devrait exister des magistrats spéciaux

les cas fréquents où l'enfant devient orphelin dès l'âge le plus tendre par la perte de ses père et mère et de ses grands-parents.

Qu'arrive-t-il alors ? Aux termes de l'article 405 et suivants du Code civil, réunion du conseil de famille composé généralement d'étrangers, parce que des parents collatéraux éloignés se désintéressent totalement du mineur, et nomination d'un tuteur doublé d'un subrogé tuteur, qui, aux termes de l'article 450 du Code civil, « doit prendre soin de la personne du mineur et le représenter dans tous les actes civils ». Et tandis que nous voyons le code s'occuper en des articles nombreux, du patrimoine du pupille, de lui donner toutes les garanties désirables, nous trouvons une seule ligne en ce qui concerne la direction des intérêts moraux du mineur. Que se passe-t-il en fait ? Bien que le subrogé tuteur et le conseil de famille aient le droit et le devoir de surveiller l'éducation de l'enfant et provoquer la déchéance du tuteur, cela ne se passe jamais ainsi, et lorsqu'il n'existe pas de biens appartenant au mineur, nous voyons l'enfant totalement abandonné par le

ayant pour mission exclusive de s'occuper d'affaires de ce genre.

Enfin nous ferons remarquer que l'attention du législateur aurait dû être moins spéciale et se porter également sur la tutelle des enfants légitimes.

Malheureusement la réforme n'était pas aussi facile en cette matière.

conseil qui oublie son existence, et par le tuteur qui refuse de faire l'avance des frais de son entretien et de son éducation. Ainsi, devant une situation quelquefois intolérable, le pupille ne tardera pas à quitter le foyer de l'insouciance et du désintéressement, le quitter définitivement sans espoir de retour, pour vagabonder, et personne n'a le soin de le confier préalablement à l'assistance publique.

« Rio Anna, 16 ans, inculpée de vagabondage, n'a
« ni père ni mère, un tuteur qui se désintéresse
« d'elle, et trois sœurs qui vagabondent comme elle.
« Elle est à Paris depuis trois ans où elle a été prise
« en flagrant délit de racolage. Voici dans quels ter-
« mes elle s'exprime devant le juge d'instruction (1) :
« J'étais sans domicile depuis deux mois quand j'ai
« été arrêtée. Je n'ai plus ni père ni mère, mais j'ai
« un tuteur mon oncle paternel Rio François, garde
« particulier au château de B..., demeurant au port
« de M... Je ne suis plus en rapport avec mon tuteur
« depuis deux ans. Mais peut-être me reprendrait-il. »

Nous pourrions citer plusieurs vagabonds, tant garçons que jeunes filles, qui tous nous tiendraient le même langage et nous trouverions souvent parmi eux des petits êtres qui auraient fait de bons sujets s'ils avaient été bien dressés.

Bien que la jurisprudence puisse étendre les pou-

1. Exemple tiré d'un dossier du Petit Parquet.

voirs donnés au subrogé tuteur et au conseil de famille (!) notre code est trop muet sur cette matière qui concerne les intérêts moraux — vieux reste de notre droit romain où les agnats s'occupaient uniquement des intérêts pécuniaires, hantés qu'ils étaient par le désir de conserver les biens dans la famille. L'éducation de l'enfant orphelin se faisait en compagnie des enfants des agnats et les mêmes principes d'éducation étaient observés à l'égard du pupille qui grandissait ausein de cette grande famille. Ces règles ont été maintenues en partie dans le midi de la France sous l'empire du droit coutumier et les rédacteurs du Code civil n'ont pas cru y déroger à une époque où l'autorité laissée au chef, dans ces foyers — autour desquels étaient groupées plusieurs branches collatérales et leurs descendants — se trouvait bien en harmonie avec des textes rigueuristes. Mais avec la disparition de l'esprit de famille par suite des progrès de la civilisation moderne, les enfants quittent de bonne heure la maison paternelle et leur émancipation arrive souvent à un âge où ils ne sont pas encore à même de se conduire dans la vie.

Notre code ne répond donc plus à la société d'aujourd'hui.

En Allemagne (1), depuis le Code civil de 1900, il

1. Voir à ce sujet la thèse de M. ROUSSEAU, Paris, 1902. *L'enfant devant la famille et l'État*. LEROUX, 1905. *La protection des enfants en Allemagne*.

existe un tribunal de tutelle « *Formundschaft gericht* », tribunal permanent composé d'un seul juge, qui possède sur les relations des enfants avec le détenteur de la puissance paternelle, un droit général de contrôle et d'intervention. Ce conseil de tutelle supérieur a été reconnu par la plupart des états de la Confédération germanique et étendu par la loi prusienne du 2 juillet 1902.

Familles désorganisées par le divorce et la séparation. — Nous pouvons parler en outre des mariages désorganisés par le divorce, séparation de corps, séparation de fait, ou tous autres événements voulus ou fortuits, qui empêchent les enfants de jouir d'une bonne éducation quand ils n'y grandissent pas au milieu du désordre. Pour être complet, il nous faudrait reproduire ici ligne par ligne le contenu des requêtes en divorce ou en séparation pour dire ce que sont ces ménages qui se délient, ou plutôt qui cessent d'être scandaleux :

Les divorces sont prononcés parfois aux torts des deux époux et souvent celui qui obtient la garde des enfants n'est pas plus vertueux que son conjoint. Il doit le gain de sa cause au défaut du défendeur et c'est ainsi que l'on voit des enfants confiés à une mère qui mène une vie désordonnée ! A Paris où les tribunaux ont souvent cent divorces à prononcer par jour, les enquêtes sur la moralité respective des personnes à qui l'on peut confier la garde, sont incomplètes et

insuffisantes et nous ne saurions trop inviter les juges et le Ministère public à ne pas prononcer à la légère la garde des enfants au profit des parents ou personnes qui la réclament.

Dans une matière où les tribunaux ont le pouvoir d'enlever des enfants malheureux à un père ou une mère scélérats, sans avoir recours à la procédure de la déchéance, nous ne saurions trop les inviter, à se conformer aux pouvoirs discrétionnaires que leur laisse l'article 302 du Code civil (1). Il vaudrait mieux en l'absence d'ascendants les confier à un patronage privé, comme il en existe aujourd'hui, ou à défaut de sociétés bienfaitrices, à l'assistance publique, bien que nous ne soyons pas trop partisan de l'éducation officielle.

Quelle école pour ces jeunes cerveaux que celle de ces parents coupables et indignes, qui non seulement ne s'occupent pas d'eux, mais encore les encouragent dans la voie du vice, comme je l'ai montré plus haut : Ce sont ces père et mère voleurs de profession, délinquants et criminels d'habitude, qui disparaissent à la suite de leur comparution sur les bancs de la cour des

1. Art. 302 Code civil : Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public, n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

assises ou de la correctionnelle, sans que les intérêts moraux des enfants ne soient réglés par les tribunaux, au moment où la condamnation est prononcée, bien que l'article 9 de la loi du 24 juillet 1889 prévoit ce cas et donne aux tribunaux tous pouvoirs à ce sujet. Et voilà des enfants tout jeunes abandonnés à leurs caprices et leur volonté ! La loi du 19 avril 1898 dans son article 4 prévoit des cas spéciaux où le juge d'instruction d'une façon provisoire, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises d'une façon définitive, peuvent confier des pupilles abandonnés à un patronage, société de bienfaisance ou assistance publique. Il est regrettable que la jurisprudence n'étende pas la loi au delà de ces limites, et ne la généralise pas. Car le ministère public ou une partie intéressée pourront oublier, une fois le jugement rendu, de demander la déchéance des parents condamnés, et, si c'est une peine afflictive infamante ou d'autres peines entraînant la déchéance de plein droit de la puissance paternelle, conformément à la loi du 24 juillet 1889 article 1^{er}, qui ont été prononcées, il faudra ordonner la réunion du conseil de famille qui mettra longtemps à se constituer et qui quelquefois ne sera pas convoqué si le ministère public n'y tient pas la main. Nous avons dit plus haut combien peu efficace était la réunion d'un tel conseil, et quel désintéressement il met dans toutes les affaires qui concernent les intérêts moraux de l'enfant et son éducation dans la famille. Il semble

que le législateur se soit toujours reposé sur l'action du ministère public, pour faire exécuter les lois, mais le champ de ses occupations est tellement étendu que l'on peut lui pardonner quelques omissions ou oublis involontaires. C'est là que nous verrions chez nous fonctionner avec profit pour la protection de l'enfance un conseil de tutelle ou institution analogue dont nous pouvons déjà en Allemagne apprécier les avantages et les conséquences. Il est vrai que l'article 11 de la loi du 24 juillet 1889 déclare que « au cas où la tutelle n'a pas été organisée, conformément aux principes de droit commun ou énoncés par ladite loi elle est exercée par l'assistance publique conformément aux lois des 15 pluviôse an XIII et 10 janvier 1849, » mais cet article ne s'applique naturellement qu'au cas de déchéance de plein droit et même dans ce cas est-elle toujours rigoureusement appliquée ? Nous ne le croyons pas.

Enfin il est des familles qui n'ont rien à se reprocher, si ce n'est peut-être leur pauvreté et leur faiblesse.

Tels ces ménages ouvriers à Paris, qui sont obligés de partir le matin, le mari pour l'usine, la femme pour l'atelier, et ne rentrent que le soir. Pendant ce temps les enfants ne sont surveillés par personne, la voisine est quelquefois chargée de s'occuper d'eux.

« Comparons l'enfant d'une famille riche ou simplement aisée avec l'enfant de l'ouvrier : Celui-ci

« est forcément abandonné à lui-même. Qu'il soit
« écolier apprenti ou manœuvre, il parcourt seul plu-
« sieurs fois par jour les rues de la ville; il est exposé
« à des tentations auxquelles souvent il ne peut
« résister. On l'arrête au moindre délit et on le tra-
« duit devant une juridiction pénale. Celui-là au con-
« traire est constamment surveillé et cette surveillance
« supprime en fait pour lui l'occasion de commettre
« des infractions à la loi pénale (1). »

Le directeur de la petite Roquette nous déclare que la plupart des enfants détenus appartiennent à des familles ne pouvant s'occuper d'eux ou se montrant d'une faiblesse inouïe à l'égard de leurs enfants, et M. Albanel, juge d'instruction au tribunal de la Seine, qui s'occupe particulièrement de l'enfance, est d'avis que sur soixante prévenus mineurs quarante ont des parents capables de les élever, laissant entrevoir que le dépravement de ces petits délinquants tient à des causes fatales qu'ils sont impuissants à faire disparaître.

« L'apparition de la grande industrie, la désertion
« des campagnes, l'accumulation dans les grandes
« villes d'une population hétérogène, coupée de vieil-
« les traditions, la mobilité croissante encouragée, pro-
« voquée par les nouveaux moyens de locomotion,
« par la création de nouveaux centres de travail et

1. LABORDE, prof. de d. à Montpellier, *Lois Nouvelles*.

« par la disparition de beaucoup d'anciens, vingt au-
« tres changements encore qui n'ont été que la suite
« des précédents, comme l'entrée plus rapide de la
« jeunesse dans les rangs des ouvriers rémunérés,
« la précocité plus hâtive de son impatience à jouir
« de la façon des adultes auxquels on la mêle, la déca-
« dence de l'apprentissage, la lutte des classes, tout
« cela devait produire dans la moralité générale et
« dans la moralité du jeune âge une longue série d'ébran-
« lements profonds. » Telles sont d'après M. Jolly
les causes économiques et sociales qui concourent
au dépravement de la jeunesse et à la décadence des
mœurs. Et plus loin il ajoute : « L'effacement du prin-
« cipe d'autorité, les progrès de l'individualisme, l'é-
« mancipation des classes ouvrières et leur soif d'in-
« dépendance, la mobilisation croissante des choses
« et des hommes, la circulation de plus en plus facile
« des gens et produits, la mutuelle pénétration des
« marchés (1). »

A toutes ces causes nous pouvons ajouter la liberté
absolue de la presse qui met à la portée des jeunes
ouvrières qui vont à l'atelier et des petits écoliers,
des articles de journaux obscènes complétés souvent
par des caricatures explicatives. Tels ces journaux
parisiens bien connus poursuivis constamment par
le Parquet pour outrages aux bonnes mœurs, confor-

1. JOLLY. Dans *L'enfance coupable*.

mément à la loi du 16 mars 1898, mais qui récidivent toujours dans leurs obscénités. Le Ministère public est impuissant à réprimer seul ces désordres moraux, si l'administration ou le législateur ne viennent à son aide. Sans être aussi sévère que nos maîtres les Américains qui vont jusqu'à défendre la publication pour les enfants de nouvelles criminelles et la vente de journaux à ces derniers (1), nous ne pouvons que souhaiter que les pouvoirs publics interviennent officiellement d'une façon sévère et énergique, surtout dans les grands centres où la contagion est plus rapide.

Si toutes ces causes externes ont sur l'enfant et le mineur une influence suffisante pour l'amener rapidement à l'idée de vagabondage et le pousser au mal, le progrès est d'autant plus rapide que le terrain est plus propice et plus apte à les subir et les accepter. Même si l'on fait abstraction de toutes les prédispositions naturelles qu'il apporte à sa naissance, l'enfant est un être dépourvu de toute volonté et énergie. Il a horreur de l'effort et si l'on veut le faire travailler on est obligé constamment de le surveiller, de l'exciter au travail et l'y ramener quand il s'en éloigne. C'est un débile mental qui se laisse mener par toutes les influences extérieures, bonne ou mauvaises,

1. Loi du 3 juin 1899. *Ann. de législation comparée*, 1900, p. 908.

sans faire la moindre réaction. Dans la grande comédie de la vie il est spectateur et non acteur. Il est le cliché photographique de tous les événements qui se passent autour de lui. Il a tellement peu l'idée et le goût de l'effort qu'il aime mieux mentir en répondant « oui » aux questions qui lui sont posées que de raconter les événements tels qu'ils se sont passés. Ses paroles sont un tissu de mensonges et d'inexactitudes et on doit se défier de ses propos — contrairement au vieux dicton — « que la vérité vient de « la bouche des enfants ».

Le climat. — La vie vagabonde est ainsi le genre de vie qui plaira le plus à l'enfant et c'est celle à laquelle il s'arrêtera d'abord s'il ne trouve personne pour le diriger. Cette faiblesse naturelle, cette absence d'idée de réaction est aidée et propagée par le climat dans lequel le petit vagabond est né et vit.

C'est ainsi qu'à mesure que l'on avance dans le Midi et dans les pays chauds, le vagabondage est plus développé. Très fréquent en Espagne et en Italie et dans le midi de la France, il est plus rare en Allemagne et en Russie et est exceptionnel en Angleterre.

Hérédité. — Il faut tenir compte en outre des influences héréditaires. L'alcoolisme et l'avarie prennent chez nous des proportions considérables et les

1. DUPRÉ, à son cours. *Théorie des débiles mentaux*.

parents atteints de cet horrible mal le transmettent à leurs enfants sous les formes les plus variées. Ces petits êtres nous apparaissent sur les bancs des écoles comme des imbéciles et des idiots, des arriérés et retardés qui ne peuvent pas suivre le maître ou l'institutrice et pour lesquels des cours spéciaux sont nécessaires et indispensables quand ils ne sont pas inutiles. Dégoûtés ces *minus habens* quittent vite l'école où il s'ennuient pour se livrer au vagabondage qui est une vie plus conforme à leurs goûts et plus en rapport avec leurs facultés. Nous ne parlerons pas des infirmes, rachitiques et scrofuleux qui sont physiquement dans l'impossibilité absolue de se livrer à cette vie qui demande avant toutes choses l'activité du corps (1). Mais nous devons prendre en considération chez l'enfant les périodes de mues et transformation, surtout chez la petite fille; car à ces époques les facultés mentales, subissant l'influence du physique, sont ébranlées sérieusement, quelquefois atteintes, et c'est à ce moment, plus que jamais, que l'enfant a besoin de surveillance, d'observation et de ménagements.

1. Dr TOULOUSE dans *Le Journal*.

CHAPITRE IV

DE LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE DES MINEURS

Faut-il réprimer le vagabondage ? — Notre législation à ce sujet. — De notre article 66 du Code pénal et de son interprétation. — Du discernement chez l'enfant. — Comment peut-on concilier l'article 66 du Code pénal avec l'article 271 du Code pénal. — De l'âge de non-imputabilité.

I

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour dire que le vagabondage chez l'enfant doit être réprimé, mais où la divergence et le désaccord existent, c'est sur les moyens à employer :

Les uns sont trop indulgents et déclarent que l'enfant, le mineur ne sont pas responsables et lui réservent l'impunité entière pour les différents méfaits qu'ils ont commis, déclarant que les parents ou autres personnes sont les seuls responsables.

« Chez l'enfant, disent-ils, le vagabondage est intolérable. L'enfant n'a pas droit à la liberté ou du

« moins à l'indépendance. A côté de chaque enfant
« doit exister un responsable. Est-il juste que le soir
« venu, un enfant comme nous l'avons vu n'ait pas
« d'autre asile que le chauffer municipal ? Quels
« sont ces responsables ? Le père, la mère, le tuteur
« l'État.

D'autres, au contraire, appliquent à l'enfance les mêmes moyens de répression qu'aux adultes et aux majeurs.

Certains pessimistes et fatalistes nient l'efficacité de tels moyens et croient que le seul remède pour débarrasser la société des maux qui l'affligent réside dans certains événements fortuits indépendants de la volonté des peuples.

« Il n'y a qu'un moyen, dit Bodin(2), de nettoyer les
« Républiques de telle ordure que de les envoyer en
« guerre, ce qui est comme une médecine purgative
« et fort nécessaire pour chasser les humeurs corrom-
« pues du corps universel de la République. »

Lombroso, avec ses criminels nés, croit à l'efficacité d'un tel moyen, augmenté de bien d'autres ; car la responsabilité n'existant pas pour lui, mais le danger social n'étant pas néanmoins écarté, il importe

1. WILLIAM JAUFFRET, avocat secrétaire général du Comité de défense des enfants traduits en justice de Marseille. Discours du 2 avril 1898. R. P. 1899.

2. BODIN. *Les six livres de la République*, p. 587.

de mettre la société en garde contre tous les irresponsables dangereux.

Pour nous, avec l'Ecole positiviste de Auguste Comte, partisan d'un système intermédiaire, nous proposons, comme principe général, un système d'éducation, appliqué rigoureusement à la catégorie d'individus dont nous nous occupons, réservant néanmoins quelques mesures sévères contre ceux, que des moyens éducatifs et persuasifs seront impuissants à redresser et corriger. « L'enfant n'est ni ange ni bête, a dit Pascal, et il n'y a pas d'homme incorrigible pas plus qu'il n'y a d'homme impeccable et nul sait jusqu'à sa dernière heure quelle forme est capable de recevoir le mélange d'esprit et de boue dont il est pétri. »

Certains se plaignent que notre législation de l'enfance est trop pauvre et trop en retard, qu'elle n'est pas conforme avec celle de nos voisins les Anglais et les Allemands, qui possèdent à ce sujet un véritable Code de l'enfance.

Ce reproche pourrait être fondé si l'on remonte avant la loi du 19 avril 1898, époque à laquelle nous ne possédions que notre article 66 du Code pénal et l'article 271 sur le vagabondage, avec la loi du 5 août 1850 sur les maisons de correction.

Actuellement notre législation pénale peut être suffisante, et, en s'inspirant des idées modernes, des législations étrangères et des travaux des divers congrès

nos tribunaux peuvent, en vertu de notre article 66 du Code pénal, modifié par la loi du 14 avril 1906, ordonner telles mesures d'éducation paraissant utiles et nécessaires aux jeunes délinquants. Les gardes des sceaux et les procureurs généraux ont le champ libre pour prescrire dans leurs circulaires des moyens discrétionnaires qui peuvent être ordonnés en faveur de l'enfant, pour suppléer à l'insuffisance des textes : C'est ainsi qu'en 1889, bien avant nos lois récentes, le garde des sceaux adressait la circulaire suivante aux procureurs généraux des différents parquets de France : « Vos substituts, disait-il, ne devront pas
« requérir contre les mineurs de 16 ans, inculpés
« de faits ne présentant pas un caractère de gravité
« exceptionnelle, la peine de l'emprisonnement. Il
« est préférable de solliciter du tribunal leur acquit-
« tement, comme n'ayant pas agi sans discernement,
« et leur envoi en correction pendant un temps
« assez long, pour qu'il soit possible d'opérer leur
« amendement. »

De l'interprétation de l'article 66 du Code pénal.

— Aux termes de l'article 66 du Code pénal, complété par les articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, l'inculpé de moins de 18 ans, qui aura agi sans discernement sera acquitté, mais pourra, selon les circonstances, être rendu à ses parents, confié à une personne charitable, ou à un patronage ou à *l'administration de l'assistance publique* (s'il est mineur de 16 ans). Le

Code pénal ne définit pas le discernement, les juriconsultes de 1810 l'ont laissé à l'appréciation des juges, qui pourront décider, suivant les besoins de la cause. Néanmoins nous ne croyons pas qu'il faille entendre aujourd'hui le discernement dans le sens qu'a voulu lui donner le législateur. A une époque où l'enfant appartenait exclusivement à sa famille, où l'État ne s'attribuait pas un droit de contrôle sur l'éducation de ce dernier, et où les idées républicaines de Rousseau, n'étaient pas encore complètement ancrées dans les esprits, la société n'a entendu se reconnaître qu'un droit de correction, dans le sens le plus strict, un droit d'emprisonnement dans une maison pénitentiaire de droit commun, et ce n'était que tout à fait accessoirement, que l'on préservait en sa faveur quelques mesures éducatives à l'intérieur de la prison. Aussi aujourd'hui que l'on considère, à juste titre, l'enfant comme appartenant, non seulement à sa famille, mais à l'État, que ce dernier à un droit de contrôle et de surveillance sur l'éducation et l'instruction qui lui sont données, nous estimons que le sens du mot discernement, doit être entendu différemment.

A propos du discernement Blanche s'exprime ainsi(1) : L'intention « n'est pas la même chose que le « discernement, on a par l'intention la volonté de bien

1. BLANCHE : *Traité du Code pénal*, page 137.

« ou de mal faire et par le discernement la faculté d'ap-
« précier si l'on a bien ou mal fait. Le mineur de
« 16 ans peut avoir exécuté avec une intention cou-
« pable, une action qualifiée crime ou délit, mais il
« peut en même temps à cause de la faiblesse de son
« âge, n'avoir pas discerné toute l'immoralité de l'acte
« qu'il a exécuté, et de l'intention avec laquelle il l'a
« exécuté. Il est coupable à raison du fait qu'il a
« accompli et de l'intention avec laquelle il l'a accom-
« pli. Il est excusable à raison de l'imperfection de
« son discernement. »

Avec M. Laborde, professeur à la Faculté de droit de Montpellier, nous dirons que, entre l'irresponsabilité absolue et la responsabilité absolue, il y a une phase intermédiaire, dans laquelle on peut nier le discernement qui n'est pas suffisamment accusé, et profiter de ce genre d'acquittement, pour soumettre le délinquant à l'éducation préventive et au patronage. Qu'est-ce que le discernement chez le mineur ? continue M. Laborde (1) :

« Chacun pourra le définir à sa manière : Le cri-
« minaliste imbu des idées nouvelles, préférera un
« acquittement suivi de mesures d'éducation à une
« condamnation qui n'emporterait qu'une courte

1. M. LABORDE. Dissertation de l'article 66 du Code pénal dans les *Lois nouvelles* de 1906, relativement à la loi du 14 avril 1906.

« peine. En conséquence il niera peut-être en toute
« sincérité le discernement du mineur de 18 ans que
« le moraliste affirmerait également en toute sincé-
« rité. »

Comment peut-on concilier l'article 66 du Code pénal avec l'article 271 in fine du même Code? — C'est dans ces sens que les tribunaux doivent interpréter l'article 66 du Code pénal de façon à éviter aux jeunes délinquants, poursuivis pour vagabondage, les peines de l'article 271 modifié par la loi du 28 avril 1832 ainsi conçu (1) :

«Néanmoins les vagabonds âgés de moins de
« 16 ans ne pourront être condamnés à la peine de
« l'emprisonnement, mais, sur la preuve des faits de
« vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveil-
« lance de la haute police, jusqu'à l'âge de 20 ans
« accomplis, à moins qu'avant cet âge ils n'aient con-
« tracté un engagement régulier dans les armées de
« terre ou de mer. »

Bien que la fin de cet article paraisse en contradiction avec l'article 66 du même Code, nous ne croyons pas, contrairement à une opinion qui a été soutenue, que le législateur de 1832 ait voulu abro-

1. Voir les jugements de la huitième chambre correctionnelle du tribunal de la Seine en 1907.

ger implicitement l'article général, concernant les mineurs : ici il s'agit de mesures d'éducation correctionnelle, là au contraire il est question d'une peine. On considère que le vagabond est dangereux et qu'il y a lieu de le tenir sous la surveillance de la haute police, de le mettre aujourd'hui en interdiction de séjour depuis la loi du 27 mai 1885, mais il n'y a pas double emploi et les deux articles ont chacun leur raison d'être. Tandis que l'interdiction de séjour peut être efficace, s'il s'agit de vagabonds dangereux, de vagabonds d'habitude, d'apaches, de souteneurs tous incapables de se relever, nous ne voyons pas du tout quel effet produirait cette peine si on l'appliquait au petit vagabond délinquant primaire ou pas encore complètement perverti. Cette institution serait contraire à l'idée qu'ont eu les législateurs quand ils l'ont créée. D'un côté, en effet, le législateur a pris des mesures pour sauvegarder le mineur, de l'autre, des mesures pour protéger la société contre le danger de ce dernier. Comme le dit un arrêt, le paragraphe 2 de l'article 271 n'a point eu pour but d'empêcher les tribunaux d'examiner la question de discernement et de refuser aux enfants qui ont agi sans discernement le bénéfice de la protection paternelle ou de renvoi dans une maison de correction pour y apprendre un état. Le premier alinéa de l'article 271 ne s'applique qu'aux vagabonds déclarés tels, la surveillance de haute police est une peine qui ne peut être

appliquée qu'aux mineurs de 16 ans qui ont agi avec discernement (1).

Toutes les fois donc que l'on pourra supposer possible, l'amendement de l'enfant, nous ferons application de cet article 66, et acquitterons l'inculpé. Comme nous l'avons dit plus haut, en effet, c'est un enfant qui a de mauvais instincts, mais que le bon exemple pourra combattre. Ce peut être aussi un jeune délinquant qui a vécu au milieu des désordres. Il n'est pas responsable de sa perversité ; ce peut être enfin un pauvre petit abandonné ou un infortuné dont la perversion tient à des causes étrangères à sa volonté, et à celle de ses parents. Dans tous ces cas, un acquittement pour défaut de discernement sera des plus utiles, tandis qu'une condamnation ne ferait que l'initier davantage au vice.

Ainsi avec nos textes actuels nous sommes dispensés de fixer un âge de non-imputabilité au profit de l'enfant à l'instar de certains pays. Pour suivre l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne dans cette voie, M. Cruppi a déposé un projet de loi pour fixer cette présomption de non-imputabilité à l'âge de 12 ans. Ne vaut-il pas mieux laisser la solution de cette question à la discrétion des juges qui, suivant les besoins de la cause, pourront la faire varier, l'abaisser ou l'élever ?

1. Cass., 12 août 1843, *Bull. de Cass. crim.*, n° 205. *Pand. fr. Vagabondage*, p. 667, n° 132.

II

De la puissance paternelle.

Du droit de correction paternelle et de ses abus. — De l'insuffisance des textes de notre Code civil. — De la puissance paternelle dans les pays anglo-saxons. — Faut-il supprimer le droit de correction ?

Personne n'est mieux autorisé à dénoncer le vagabondage chez les enfants et les mineurs, à l'arrêter et à reconnaître la nécessité de moyens éducatifs sévères que les parents, le père, la mère ou le tuteur, détenteurs de la puissance paternelle : ces derniers, en effet, par leur contact constant avec leurs enfants, par leur vie commune avec eux, peuvent mieux que des juges mal informés, édicter les mesures qui conviennent aux différents délinquants.

Bien des fois dans cet ouvrage nous nous sommes récriés contre plusieurs de nos institutions du Code civil, les déclarant trop vieilles et non conformes aux idées et aux besoins de nos jours.

En France « droit de puissance n'a lieu » a dit Loysel, voulant affirmer par ce brocard, que la puissance paternelle est donnée au père, non comme un droit, mais comme un moyen d'accomplir un devoir.

Et pourtant en lisant les articles 376 et 377 de

notre Code civil on peut se rappeler les droits immenses donnés à Rome au *Pater familias* sur ses enfants et descendants. Cela ne doit pas nous étonner, si l'on songe que le Code civil était rédigé à une époque où l'impérialisme absolu se faisait sentir même dans les familles.

Aux termes de l'article 375 du même code, le père qui aura des sujets de mécontentement très graves sur la conduite d'un enfant, aura les moyens de correction suivants :

Art. 376. « Si l'enfant est âgé de moins de 16 ans
« commencés, le père pourra le faire détenir pendant
« un temps qui ne pourra excéder un mois, et à cet
« effet, le président du tribunal devra sur sa demande
« délivrer l'ordre d'arrestation. »

Donc le père qui aura « des sujets de mécontentements graves sur la conduite de son enfant » — et à ce sujet il est le souverain maître, il a un pouvoir discrétionnaire — s'adressera au président du tribunal, qui, en se conformant aux prescriptions du demandeur délivrera purement et simplement l'ordre d'arrestation.

Nous pourrions ici retracer toutes les plaintes scandaleuses adressées par des père et mère au président du tribunal, en vue de faire retenir leur enfant dans une maison de correction, en vue surtout de se débarrasser d'une trop lourde charge pour eux. La plupart du temps les parents sont les seuls coupables.

bles et leur demande de mise en correction n'est qu'une façon indigne pour eux de se venger de leurs enfants, qui n'ont pas voulu les suivre dans la voie du délit et du crime.

La détention à la Petite Roquette a le tort d'être gratuite, d'où l'affluence énorme des demandes. C'est là que sont envoyés des enfants dont les parents sont aussi brutaux que vicieux, et, pour rapporter les paroles de M. Raux, directeur de la Petite Roquette, cette maison de correction est trop souvent envisagée comme une bastille démocratique, où l'on se débarrasse à volonté d'un témoin gênant.

Jusqu'à l'âge de 16 ans, période pendant laquelle doivent se faire l'éducation et l'instruction de l'enfant, le père est libre d'en disposer comme il l'entend, sans aucun contrôle. Il est vrai qu'aujourd'hui la jurisprudence des parquets reconnaît au procureur de la République — par une concession gracieuse du président du tribunal — un certain droit d'intervention, un droit d'instruire les demandes et de faire telles observations qu'il lui plaira (1), mais si ces pou-

1. D'après Demolombe, le président aurait le droit de refuser l'ordre, si l'enfant était en si bas âge que son internement serait un acte de folie. Et M. Planiol t. I, n° 2.148, p. 703, constate que, en fait, les juges et en particulier au tribunal de la Seine, ont l'habitude de tourner la loi à cet égard. L'article 375 ne permettant au père d'agir par voie d'autorité qu'autant qu'il a des motifs de mécontentement très gra-

voirs sont légaux, quand il s'agit d'un mineur âgé de 16 ans, conformément à l'article 377 du Code civil, on pourrait les discuter, dans le cas que nous envisageons. Nous sommes pourtant bien obligé d'admettre ce palliatif, pour éviter que gain de cause soit accordé à des parents criminels. Le droit d'opposition n'appartenant pas à l'enfant âgé de moins de 16 ans commencés, il semble que le législateur ne se soit préoccupé que d'infliger à l'enfant une peine corporelle, une correction sérieuse, convaincu qu'après une courte détention de quelques mois ce dernier deviendra plus raisonnable et plus facile à éduquer. Or le but est tout à fait manqué. Un internement d'un mois ou de quelques mois, au milieu de délinquants corrompus, ne peut que finir de dépraver ceux que l'on voudrait essayer d'amender, car si ces enfants, détenus par correction paternelle, sont soumis au régime cellulaire, il n'existe pas moins en fait un certain contact entre eux aux heures de récréation dont ils bénéficient en commun par séries plusieurs fois par jour.

Le droit accordé au détenteur de la puissance paternelle, ne doit pas être considéré comme un pouvoir sans contrôle, ce doit être la sanction d'un « devoir » pour ce dernier, c'est-à-dire que, devant son impuis-

ves, ils s'attribuent le droit d'apprécier la gravité des motifs, ce qui leur permet de repousser un grand nombre de demandes. *Pand. fr.*, p. 32, n° 191.

sance, le père doit s'adresser aux pouvoirs publics pour lui réclamer son aide et assistance, lui demander une mise en correction dans un but d'éducation, non de répression.

« Le caractère essentiel de la peine est, en effet, « d'être protectrice de la société avant d'être protectrice du criminel. Ici au contraire, nous sommes en « présence d'une mesure dont le caractère essentiel « est d'être protectrice de l'enfant et non pas de la « société contre l'enfant de telle sorte qu'en se servant de la peine contre l'enfant, comme on s'en sert « contre le malfaiteur, on fait à peu près ce que ferait « une personne qui pour couper du pain prendrait « un sabre » (1).

En outre, l'internement dans une maison de correction est de trop courte durée, et devrait être modifié. Il faudrait permettre au père de famille, en lui donnant le droit de n'agir que par voie de réquisition, d'envoyer en correction ses enfants vagabonds, jusqu'à l'âge de 21 ans et mettre ces articles du Code civil en harmonie avec l'article 66 du Code pénal — en ce qui concerne seulement la mise en correction. Le père de famille étant aussi intéressé que la société, devrait en effet, avoir les mêmes droits que l'État et par suite pouvoir demander les mêmes

1. BERTHELEMY. Congrès de la société du patronage des libérés, 1900, p. 449. *R. P.*

mesures d'éducation ; car qui mieux que les parents peut juger la situation dans laquelle se trouvent leurs enfants ? Est-il besoin pour mettre en correction, qu'un délit ou un crime soient commis pour mettre les pouvoirs publics en mouvement ? Il est des faits d'inconduite repréhensibles, qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale ; et un droit de correction, en vue d'éducation, donné d'une façon sage au père de famille, sous le contrôle de l'État serait des plus efficaces.

Dans les pays anglo-saxons, la puissance paternelle n'a pas ce caractère romain des pays latins et c'est sur eux que nous pouvons prendre modèle pour réformer notre Code à ce sujet.

Chez ces peuples, si un enfant doit être interné ce n'est pas parce que le père l'aura décidé, c'est parce que la société l'aura trouvé juste et nécessaire. C'est là surtout le point de vue parfaitement dégagé du Code autrichien. La puissance paternelle est une institution protectrice des enfants, destinée uniquement à permettre au père à remplir ses obligations envers eux (1).

Et tandis qu'en France l'intervention de l'Etat peut apparaître comme une sanction complémentaire de l'autorité paternelle, la puissance publique venant

1. BERNARD. *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 62. — NOURRISSON. *Etude critique sur la puissance paternelle*.

faiblement fortifier la puissance domestique, et se mettre en quelque sorte à sa disposition, en Autriche on va beaucoup plus loin, la plainte du père est considérée comme la simple indication d'un danger moral menaçant l'enfant. Ce danger doit naturellement mettre la société en éveil. Elle intervient alors mais pour son compte, et comme s'il s'agissait de réprimer une infraction, ou de recueillir un enfant moralement abandonné. Une conséquence de ce point de vue devrait être la déchéance immédiate du père impuissant à bien élever son enfant et cette conséquence paraît être généralement acceptée dans les différentes législations des États-Unis (1).

En Allemagne le Code civil de 1900 donne également à l'État un droit de contrôle et d'intervention exagérée sur l'exercice de la puissance paternelle, et un tribunal spécial, le « tribunal des Tutelles » est chargé d'y tenir la main.

Article 1866 du Code civil. « Lorsque les intérêts
« moraux ou matériels de l'enfant sont mis en péril,
« parce que le père fait un mauvais usage du soin qu'il
« doit avoir de sa personne et de ses biens, ou parce
« qu'il a une conduite immorale ou déshonorante,
« le tribunal des tutelles doit prendre les mesures
« nécessaires pour détourner le danger. Il peut notam-

1. *L'enfant devant la famille et l'État*. Paris, Rousseau, 1902.

« ment ordonner que l'enfant sera élevé dans une
» famille convenable ou dans un établissement d'é-
« ducation ou de correction. »

C'est la substitution de l'État à la puissance domestique, toutes les fois que les besoins de la cause se font sentir, et il n'est pas besoin comme chez nous, d'entamer une procédure en déchéance de puissance paternelle longue et difficile.

En Prusse on a étendu expressément les pouvoirs de la puissance paternelle déferée à l'État, et la loi du 2 juillet 1902 ajoute dans son paragraphe 3 une situation non prévue par le Code allemand : c'est celle où
« l'éducation protectrice est nécessaire pour empê-
« cher l'entière ruine morale du mineur, en raison de
« l'insuffisance de l'éducation donnée par les parents
« ou les autres éducateurs ».

Sans substituer entièrement la société à la puissance domestique, et sans demander l'abolition de ce droit, comme en a manifesté le désir M. Berthelémy, nous pourrions, en nous inspirant des lois germaniques, accorder à l'État un droit général de surveillance et de contrôle et ne permettre au détenteur de la puissance paternelle de n'agir que par voie de réquisition.

A défaut par les parents d'exercer ce droit de correction éducative, après mise en demeure préalable ou après avoir constaté leur négligence ou leur perversité morale, l'État se substituerait à eux, pour prendre soin de l'enfant, sans avoir à prononcer la dé-

chéance des parents. Notre Code pénal, dans son article 66 comme nous le verrons, suppose qu'un délit a été commis et s'il n'existe aucun fait délictueux l'enfant doit être rendu à ses parents, la loi du 19 avril 1898 ne permettant aux juges d'instruction de prendre que des mesures provisoires. Il est vrai que ces derniers et le tribunal s'arrogent des droits très étendus et que souvent ils procèdent d'une façon arbitraire dans l'intérêt de l'enfant, substituant la voie administrative à la voie judiciaire, le résultat est le même, mais est-ce bien légal ? Sans toucher à l'article 66 du Code pénal, il ne serait pas indifférent de modifier chez nous la puissance paternelle de façon à concilier à la fois les droits de l'État et la liberté individuelle.

III

Pour donner à chaque petit vagabond le traitement qui lui convient nous distinguerons :

- 1° Les vicieux ;
- 2° Les incorrigibles ;
- 3° Les délinquants primaires.

A

Des vicieux.

Le vagabond à l'instruction et la loi du 19 avril 1898. — Critique de cette loi. — Son imperfection. — Du droit d'intervention des sociétés privées. — Des engagements

volontaires dans les armées de terre ou de mer. — Du servicemilitaire au point de vue de l'amendement des mineurs. — Le vagabond devant le tribunal. — Des juridictions spéciales. — De la remise aux parents. — De la garde confiée à un patronage. — Du patronage de M. Rollet. — De la mise en correction. — Des maisons de réforme en Angleterre et en Allemagne. — Notre loi du 5 août 1850. — De la garde confiée à l'assistance publique. — Lutte de l'assistance publique avec la jurisprudence à propos de l'interprétation de la loi du 19 avril 1898. — De la jurisprudence actuelle loi du 28 juin 1904. — Cette loi s'applique-t-elle exclusivement à l'assistance publique ? — De la loi du 12 avril 1906. — De la mise en liberté surveillée. — De la nature du droit de garde.

*De la procédure employée contre les mineurs
vagabonds vicieux.*

a). — LE VAGABOND A L'INSTRUCTION ET LA LOI
DU 19 AVRIL 1898.

Depuis la loi du 19 avril 1898, suivie de la circulaire du garde des sceaux Milliard, en date du 31 mai suivant, des juges d'instruction spéciaux sont chargés d'instruire les affaires de vagabondage concernant les mineurs. Jusqu'en 1905 elles étaient confiées exclusivement à la grande instruction, aujourd'hui une partie de ces délits sont confiés à la petite instruction du Petit Parquet qui suit d'ailleurs la même procédure. Avant ces dates la procédure des flagrants

délits et la citation directe étaient généralement employées, et, en substituant ainsi une procédure compliquée et lente à l'ancienne plus expéditive, les pouvoirs publics n'ont fait que répondre à un vœu exprimé depuis longtemps par les différentes sociétés et congrès et traduire l'esprit des textes nouveaux.

Si les juges d'instruction se trouvent en présence de vagabonds vicieux, qu'il faut arracher à leurs parents pour soumettre à une éducation forcée, l'article 4 de la loi du 19 avril 1898 donne à ces derniers des pouvoirs considérables et très précieux, si exorbitants de droit commun que le Procureur de la République de la Seine, M. Bulot, recommandait en 1901 à ses substituts de n'en user qu'avec la plus grande circonspection.

« Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction pourra en tout état de cause ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce que soit intervenue une décision définitive, à un parent, à une personne ou une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'assistance publique. »

Par « enfants » (1) on est d'accord aujourd'hui pour dire que le législateur a voulu parler de mineurs de 16 ans, et actuellement des mineurs de 18 ans, de-

1. R. P., 1902.

puis la loi du 14 avril 1906. Cela résulte des travaux préparatoires, de l'esprit de la loi et surtout de la comparaison de cet article 4 avec notre nouvel article 66 du Code pénal.

Après une première comparution, au lieu de maintenir l'enfant sous mandat de dépôt, en vertu des principes de droit commun, le juge a la liberté d'arracher le mineur aux parents, si les renseignements fournis sur eux ne sont pas satisfaisants, ou si ce dernier est moralement abandonné, pour confier la garde provisoire à un parent, à une personne ou institution charitable ou à l'assistance publique.

« Toutefois, continue le texte 4, les parents de l'enfant jusqu'au cinquième degré inclusivement, son tuteur, ou son subrogé tuteur et le ministère public pourront former opposition à cette ordonnance. »

Après avoir donné des pouvoirs extraordinaires au juge d'instruction, le législateur les paralyse entre ses mains et rend l'application de ce texte presque impossible (1). Toutes ces précautions ont été prises pour sauvegarder les droits de puissance paternelle. Or précisément dans les cas que nous envisageons c'est l'anarchie complète au foyer domestique ! Y a-

1. En pratique le droit d'opposition accordé aux parents jusqu'au cinquième degré n'entrave nullement la marche de la procédure et l'enfant est confié à un patronage ou une personne charitable sans que les parents usent du droit que leur confère l'article 5 de la loi de 1898.

t-il lieu par suite de prendre tant de détours ? L'enfant est confié à un parent ou à un patronage et voici la décision du juge menacée de rester sans application ou d'être tenue en suspens si une opposition intervient avant le jugement définitif. Pourquoi reconnaître des droits à des personnes qui ne les exercent pas ou en usent mal ? Il est vrai que tout cela n'est pas un obstacle à ce que l'enfant soit mis en sécurité. Mais quels droits ont les personnes et institutions charitables, parent et assistance publique auxquels a été confié le petit délinquant, en présence d'autres personnes qui réclament ces mêmes droits à juste titre, puisque la loi les leur a concédés ? Cet antagonisme ne peut être que nuisible aux intérêts de l'enfant et il est difficile d'y remédier.

Il est impossible, en effet, de notifier préalablement l'ordonnance du juge à tous les intéressés, d'abord parce qu'ils sont inconnus la plupart du temps, en outre, parce qu'il est urgent de faire sortir le petit vagabond du Dépôt ou de la Petite Roquette, où il était en contact avec des délinquants incorrigibles. Il sera donc passé outre à toutes ces formalités et ce n'est qu'après la décision du juge que des recherches seront faites par lui. Qu'arrive-t-il si elles aboutissent et si les parents ne veulent pas se rallier à l'opinion du magistrat ?

« L'opposition est portée à bref délai devant le tribunal, en chambre du conseil, par voie de simple

requête ». Le législateur a cru bon de déroger ici aux règles ordinaires en matière d'opposition pour gagner du temps. Pas de formalités au greffe. Par une simple requête, le tribunal correctionnel est saisi de l'opposition qui statue en chambre du conseil. Certains auteurs ont prétendu que la connaissance du litige ressortissait au tribunal civil ; car d'après eux, il s'agit d'une question purement civile, concernant la puissance paternelle et les tribunaux civils peuvent seuls être compétents (1). Comment, disent-ils, le tribunal correctionnel pourrait-il être compétent puisqu'il n'est pas encore saisi et ne le sera peut-être jamais, si une ordonnance de non-lieu intervient ?

Si les opposants ont gain de cause, ou si l'affaire bénéficie d'un non-lieu, les institutions charitables et la personne, à qui la garde de l'enfant a été confiée, ne peuvent conserver l'exercice de droits qu'ils détenaient injustement.

Ces droits conditionnels de garde et surveillance sont résolus, et le petit délinquant doit être remis en liberté et rendu à ceux qui le réclament, lorsqu'il aurait été plus efficace de le soumettre à un traitement moral énergique.

1. LÉLOIR. *J. des parquets*, 1899, p. 27-29.

En outre ils basent leur opinion sur la procédure suivie en matière de déchéance de la puissance paternelle. Art. 3, l. 24 juillet 1889.

Il serait bon de reconnaître aux personnes et sociétés publiques ou privées, investies de la garde provisoire du petit vagabond un droit d'intervention en faveur de l'enfant et lui permettre d'exercer certains droits de la partie civile de façon à suivre la procédure dans tout son cours, alléger au besoin la tâche du ministère public et du juge, et quelquefois discuter les droits réclamés par des parents coupables, et concédés à ces institutions par l'article 4 de la loi du 19 avril 1898. Ici une loi est nécessaire, car une constitution de partie civile, conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle ne peut pas être admise au profit de personnes ne justifiant pas d'un intérêt né et actuel. Le préjudice moral n'existe même pas exclusivement à leur profit. La question s'est présentée déjà devant les tribunaux et la Cour de cassation par un arrêt du 25 novembre 1905 a tranché la difficulté dans le sens de la négative (1).

Confirmant ainsi l'arrêt de la Chambre des appels correctionnels de Paris en date du 22 février 1905. Nous rapportons textuellement le jugement — car il est intéressant pour la compréhension de cette partie de notre thèse :

« Attendu qu'au cours d'une information judiciaire
« dirigée contre la femme Viollat, belle-mère de René

1. *Gaz. trib.*, 20 déc. 1905.

« Viollat, âgé de 14 ans, et contre les époux Gaulon,
« chez qui cet enfant était en service, pour coups qu'ils
« lui auraient volontairement portés, le juge d'ins-
« truction a, par ordonnance du 5 juillet 1904 et con-
« formément à l'article 4 de la loi du 19 avril 1898,
« confié la garde de cet enfant à la Société du patro-
« nage de l'enfance et de l'adolescence; que Rollet,
« en qualité de directeur de cette association réguliè-
« rement déclarée et constituée conformément à la loi
« du 1^{er} juillet 1901, a demandé à intervenir devant le
« tribunal de police correctionnelle dans le procès
« contre les prévenus époux Gaulon, pour y soutenir
« la défense de ses intérêts devant les tribunaux de
« répression; qu'il s'ensuit, qu'en l'absence d'une dis-
« position expresse de la loi, c'est avec raison que
« l'arrêt attaqué a déclaré que la Société du patro-
« nage de l'enfance ne peut intervenir dans l'ins-
« tance correctionnelle dirigée contre les époux Gau-
« lon; qu'en le décidant ainsi loin de violer les
« textes précités et les principes du droit en matière
« d'intervention devant les tribunaux répressifs, l'ar-
« rêt attaqué n'en fait qu'une juste application. Par
« ces motifs... »

Bien que dans cet arrêt il ne s'agisse nullement de l'enfance coupable ou du vagabondage des mineurs, nous sommes néanmoins dans les limites d'application de la loi du 19 avril 1898, article 4, qui prévoit deux cas dans lesquels la garde d'un enfant mineur

peut être confié à un patronage, à une personne ou une société charitable.

Aussi c'est dans ce sens que nous proposerions la modification de l'article 5 de la loi précitée, conformément aux vœux exprimés par M. Jolly :

« Les tribunaux pourront sur l'intervention de parent, de la personne ou de l'institution charitable ou enfin de l'assistance publique, à qui la garde provisoire de l'enfant aura été confiée, en vertu de l'article précédent, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant. »

Des engagements volontaires dans les armées de terre ou de mer. — L'engagement volontaire dans les armées de terre ou de mer est un moyen pratique très employé par les juridictions d'instruction pour éviter aux vagabonds mineurs de vingt et un ans un envoi devant le tribunal correctionnel. Il n'est pas réservé seulement à la catégorie que nous étudions en ce moment et peut être utilisé par tous délinquants n'ayant pas encouru les condamnations prévues par l'article 5 de la loi du 21 mars 1905, pour se voir refuser ce bénéfice.

Depuis la loi du 14 avril 1906 la majorité pénale se trouvant à peu près correspondre à l'âge où les lois sur le recrutement permettent de contracter un engagement, c'est un moyen précieux pour éviter au mineur vagabond de 18 ans la mise en correction : s'il a plus de 16 ans, il pourra contracter un engagement dans

les armées de mer, et, s'il n'a pas tout à fait l'âge requis pour s'engager dans l'armée de terre, il pourra être confié provisoirement pour quelques mois à une société publique ou privée, qui, non seulement le gardera jusqu'à l'âge de 18 ans, mais encore lui servira d'intermédiaire pour toutes les formalités que nécessite le contrat d'engagement.

Nous ne saurions trop préconiser cette pratique des juges d'instruction, d'éviter la correctionnelle à de jeunes vagabonds, en les faisant bénéficier d'un non-lieu, en cas d'engagement volontaire de leur part. Malheureusement ces moyens sont réservés à une petite classe de privilégiés, quelquefois moins méritants que beaucoup d'autres, à ceux qui ont été reconnus, après examen, aptes au service militaire.

Le régime de la caserne est très salubre pour ces jeunes dévoyés, qui ont plutôt besoin d'un maître que d'un traitement pénitentiaire.

D'autre part un non-lieu de faveur a l'avantage de ne pas tacher leur casier judiciaire d'une condamnation ou d'un envoi en correction, qui auraient un effet funeste à l'époque où ils seraient appelés par le service militaire. Ce n'est pas le seul avantage de l'engagement militaire : le séjour à la caserne ne couvre pas le nom de l'inculpé de déshonneur, du discrédit moral qui porte un tort considérable aux détenus des maisons de correction ou d'autres établissements à peu près semblables, au moment où ils

veulent à leur sortie prendre du travail. Les établissements officiels de correction ont beau changer de nom, fussent-ils s'appeler des lycées, pour emprunter les expressions de M. Berthélemy, ils n'en seront pas moins des écoles d'indiscipline, qui auront pour résultat direct de flétrir pour toute leur carrière les mineurs qui y auront été envoyés. La caserne a pour double avantage, d'abord, d'être salulaire pour le relèvement du soldat qui a vagabondé dans son enfance, en outre de ne pas toucher à la réputation de ceux qui se sont engagés.

S'il n'a pas bénéficié d'un non-lieu de faveur devant le juge d'instruction, l'enfant vagabond est traduit devant le tribunal correctionnel, après consultation des parents à ce sujet, lequel avis d'ailleurs n'est pas obligatoire pour les juges qui sont souvent dans l'impossibilité absolue de les consulter.

B. — LE VAGABOND DEVANT LE TRIBUNAL

Depuis 1899, il existe en Amérique des juridictions spéciales pour enfants coupables mineurs de 16 ans qui n'ont pas été recueillis dans un établissement de l'État. Et en Angleterre, des juridictions sommaires comprenant un juge unique sont chargées d'instruire et juger les affaires de ce genre.

Il a été remarqué, en effet, qu'il était funeste pour

l'enfance de la mettre en contact avec les autres délinquants adultes, que d'autre part la procédure à suivre devait être plus large et plus délicate, et les moyens à employer pour réprimer ces désordres prématurés tout différents de ceux réservés aux délinquants ordinaires.

MM. Julhiet et Rollet (1), véritables médecins de ces malades plutôt que coupables, se sont évertués à appliquer chez nous ces diverses théories longtemps étudiées par eux et M. Monnier, procureur de la République de la Seine, sous l'approbation de M. Fabre, procureur général, donnait au mois de janvier dernier des instructions, aux fins de spécialiser des juges et chambres correctionnelles, pour la connaissance spéciale de ces affaires. C'est conformément à cette circulaire que la huitième chambre du tribunal de la Seine fut chargée de siéger, exclusivement dans ce but, le jeudi d'abord, et actuellement le lundi.

Après avoir essayé d'intimider le jeune inculpé et fait des observations aux parents coupables de négligence, quand ils ne sont pas eux-mêmes les vrais coupables, le tribunal a le choix entre les divers moyens accordés par le nouvel article 66 du Code pénal et l'article 5 de la loi du 19 avril 1898, et c'est

1. V. la thèse de M. LEROUX, 1905 ; de M. DEMANGEOT, 1907 et le livre de M. JULHIET.

à lui à en faire application suivant les besoins de la cause.

α. — Remise aux parents. — La remise aux parents est assez rare. Elle a lieu quelquefois quand ces derniers sont dignes de conserver la garde de leur enfant, mais c'est l'exception ; car le but poursuivi est précisément le contraire et tout opposé aux effets de ce remède qui serait, en l'espèce, dangereux et impuissant à corriger le mal.

Généralement, les parents sont cités à l'audience comme civilement responsables pour être condamnés aux frais et à des dommages-intérêts envers la partie civile, conformément à l'article 1384 du Code civil et 182 du Code d'instruction criminelle.

La plupart du temps, en effet, la déchéance est impossible et les parents ne sont coupables que de négligences. C'est un palliatif qui a été rendu légal en Angleterre par un texte spécial, la loi du 17 août 1901, dont les analogies avec nos textes 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 sont assez sensibles. En vertu de ce texte on évite de poursuivre l'enfant que l'on interne dans une « industrial school » ou une « truants school » et l'on cite les parents comme civilement responsables, pour leur appliquer des amendes et les condamner à des dommages-intérêts, de façon à sauvegarder les droits des tiers (1).

1. *Annuaire de législation comparée*, 1902, p. 14.

Nous ne parlerons pas de la remise aux parents avec surveillance de l'enfant dans sa famille par des agents spéciaux. Le système de la mise en liberté surveillée peut se concevoir si la garde du mineur a été confiée à un tiers ou à une société privée, mais, étant donné les pouvoirs du père de famille chez nous, la remise aux parents ne peut être que pure et simple ou ne pas être prononcée par les tribunaux si ces derniers n'offrent pas de garanties suffisantes.

β. — *De la garde confiée à un patronage.* — Nous préférons de beaucoup remettre alors le jeune prévenu entre les mains d'un patronage ou d'une personne charitable, comme il en existe déjà de nombreuses sociétés à Paris et en province ayant donné des résultats sérieux, et sur le point d'être reconnues par l'Etat, conformément à la loi du 28 juin 1904 sur l'assistance publique.

M. Rollet, directeur du patronage qui porte son nom, se consacre sérieusement et exclusivement au relèvement de l'enfance, depuis déjà de nombreuses années, et tous les lundis il est présent à la barre de la huitième Chambre correctionnelle, pour défendre les intérêts des pupilles mineurs dont il réclame la garde et la surveillance. Le tribunal se montre très sceptique en ce qui concerne le relèvement des prévenus, et il faut tout le talent et l'instance du maître pour obtenir gain de cause. Il est vrai que toutes ces sociétés privées n'ont pas fait leurs preuves

comme le patronage de « l'Enfance et de l'Adolescence » et on ne saurait trop louer nos juges de se montrer sévères envers les sociétés qui se fondent et qui dans leur témérité, peuvent souvent abandonner la tâche si lourde qu'elles ont entreprises. Néanmoins nous ne sommes pas très partisan du patronage pour la catégorie de mineurs que nous étudions. Nous ne devons pas perdre de vue que les enfants vicieux sont les enfants les plus difficiles à traiter, pour lesquels il n'y a qu'un régime sévère qui soit possible et applicable (1) : Le système de la maison de correction, de la « Reformatory » anglaise, avec un traitement plus doux à mesure que l'amendement du petit vagabond se fera sentir.

γ. — *De la mise en correction.* — C'est cette solution que semble généralement adopter la jurisprudence actuelle de nos Chambres correctionnelles et notamment de la huitième Chambre à Paris. Toutes les fois, en effet, que le jeune prévenu paraît vicieux, qu'il a de mauvais antécédents, le tribunal, faisant application de l'article 66 du Code pénal, l'envoie dans une maison de correction, où, depuis la loi du 12 avril 1906, il pourra être maintenu jusqu'à sa vingt et unième année. Il arrivait, que sous l'empire de l'ancien texte, qui rendait la liberté au détenu

1. RAUX, 1902. *Enfance coupable avant, pendant et après son séjour au quartier correctionnel.*

à l'âge de 20 ans, avant sa majorité civile, ce dernier se trouvait pendant une année sous le patronage de l'assistance publique en vertu de la loi du 3 août 1850, article 19, ce qui était une source d'inconvénients pour lui.

Ce sont ces principes qui ont également été adoptés par le droit anglais et le droit allemand.

En Angleterre les lois de 1856 et 1866 envoient les enfants vicieux et délinquants vagabonds âgés de plus de 12 ans (14 ans depuis 1901) dans les établissements de réforme dont le régime est le même que celui de nos maisons de correction. Notre institution de 1850 diffère néanmoins de l'institution anglaise, en ce que chez nous on n'envoie dans les colonies pénitentiaires que des enfants acquittés, tandis qu'en Angleterre, ne sont soumis au régime des *Reformatory*, que les inculpés condamnés à l'emprisonnement. Le législateur anglais est parti en effet de ce principe, que toute faute doit être punie, au point de vue de la satisfaction du sentiment public, et quand, en 1893 il supprima la vindicte publique, cette dernière fut remplacée par le fouet... qui, paraît-il, produit les meilleurs résultats chez nos voisins. Nous doutons que, chez nous, la flagellation par le fouet administrée par un bourreau officiel produise d'heureux résultats.

Mais notre système français, à la différence du système anglais, ne limite pas la durée de la détention

dans la maison de correction (sans toutefois dépasser la vingt et unième année) tandis que d'après la loi anglaise de 1899 un enfant ne peut être détenu plus de deux ans par voie correctionnelle.

Aussi en France nos maisons pénitentiaires tendent-elles à devenir des maisons d'éducation. La détention correctionnelle ne se suffit plus à elle-même, elle est toujours complétée et suivie d'une liberté provisoire, qui devient définitive à mesure que le mineur s'amende et devient meilleur. Quelquefois même il quitte la colonie pénitentiaire pour être mis chez l'habitant en province ou dans une école industrielle, telle que nous en possédons déjà plusieurs (*Mettray, Saint-Louis de Bordeaux*).

Mais un traitement sévère est nécessaire dès le début pour ces *vicieux*, et on a constaté depuis quelques années, que le régime de la vie séparée pendant quelque temps, est préférable au régime en commun prévu par l'article 3 *de la loi du 5 août 1850*.

En Allemagne il existe également des écoles de réforme où sont envoyés les enfants coupables, *mineurs de 12 ans*, et les *mineurs de 18 ans* qui ont agi sans discernement aux termes des articles 55 et 56 du Code pénal allemand ainsi conçus :

Art. 55. — « Lorsque l'auteur de l'acte n'a pas
« encore atteint sa douzième année, on ne peut le
« poursuivre pénalement pour cet acte. Cependant
« des mesures d'amélioration et de surveillance peu-

« vent être prises à son égard en vertu des disposi-
« tions de la loi de son État. Le placement dans une
« famille, dans une maison d'éducation ou de réforme
« ne peut avoir lieu que lorsque le tribunal des
« tutelles a établi les faits et déclaré le placement
« recevable. »

Art. 56. — « L'accusé qui au moment où il a
« accompli l'acte délictueux avait 12 ans révolus,
« mais pas encore 18 ans, doit être acquitté, s'il a
« manqué du discernement nécessaire pour la con-
« naissance du caractère délictueux de cet acte. —
« Le jugement décidera si l'accusé doit être rendu à
« sa famille, ou s'il doit être confié à une maison
« d'éducation ou de réforme. On le gardera dans
« cette maison tout le temps que les autorités pré-
« posées à la direction de l'établissement le jugeront
« nécessaire, mais pas après l'accomplissement de
« sa vingtième année ».

Il y a une analogie (1) frappante entre l'article 56
du Code pénal allemand et l'article 66 de notre Code

1. Cette analogie résulte du rapprochement du texte du
Code pénal allemand ci-dessus visé et de notre article 66
ainsi conçu : Lorsque l'accusé aura moins de 18 ans, s'il est
décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais
il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou con-
duit dans une maison de correction pour y être élevé et
détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déter-
minera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il
aura accompli sa vingt et unième année.

pénal. Mais tandis que chez nous le tribunal correctionnel prononce toujours *seul* la mesure d'éducation, en Allemagne cela n'a jamais lieu dans le cas de l'article 55, en cas de non-imputabilité, et pratiquement cette décision, même dans la limite de l'application de l'article 56, est toujours laissée au tribunal des tutelles conformément aux articles 1666 et 1838 du Code civil que nous avons rapportés au titre de la puissance paternelle. Dans ce dernier cas le tribunal saisi se contente de prononcer un acquittement et de renvoyer le mineur devant ce dernier tribunal. Quelquefois ce renvoi n'a lieu qu'après une légère condamnation prononcée contre l'enfant qui a agi avec discernement. Il arrive même fréquemment que le tribunal répressif se dessaisit au début de l'affaire lorsque les faits ne sont pas suffisamment sérieux (délinquant primaire).

δ. — *De la garde confiée à l'Assistance publique.* — Enfin, comme dernier moyen les juges peuvent confier ces vagabonds vicieux à l'administration de l'Assistance publique qui est tenue de les recevoir.

Depuis la loi du 19 avril 1898, cette administration reçoit à titre provisoire conformément à l'article 4, à titre définitif conformément à l'article 5, tous les enfants coupables, auteurs de délits, ou victimes de délits qu'il est urgent d'arracher au milieu dans lequel ils vivent.

Par suite de ces nouveaux textes législatifs l'État

a vu les pupilles qu'il prend à sa charge considérablement augmenter et toute une catégorie d'enfants malheureux pour lesquels les lois sur l'assistance publique n'avaient pas été créées, bénéficier des mêmes moyens d'éducation (1).

L'administration fut émue des charges nouvelles qui venaient accroître considérablement son budget; mais ces craintes les plus sérieuses et les plus fondées se portaient surtout sur les conséquences de cette innovation qui allait mettre des pervers et indisciplinés au milieu d'enfants relativement bons et dociles qui lui étaient exclusivement confiés jusqu'alors.

Elle essaya de lutter contre cette pratique et, interprétant l'article 4 dans un sens restrictif, et s'appuyant surtout sur le mot « enfin » qui termine la phrase, elle crut pouvoir mettre une barrière à cette pratique fâcheuse.

D'après ses interprétations, en effet, l'enfant pouvait être confié à un parent, à une personne ou une institution charitables qui n'étaient nullement tenus d'accepter cette charge, ou enfin à l'Assistance publique, qui devait avoir tout au moins autant de droits que les sociétés privées.

La question se posa devant les tribunaux et le tribunal d'Avesnes, par sa décision du 28 mai 1902.

1. V. Décret du 19 janvier 1901; loi, 24 juillet 1889.

donna droit à l'administration, jugement qui fut d'ailleurs confirmé par la Cour de Douai. La Cour de cassation fut appelée à donner son avis et par son arrêt en date du 14 août 1902 cassa la décision des premiers juges.

« Attendu, disait la Cour, que les articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 qui ont complété l'article 66 du Code pénal et augmenté le nombre de personnes ou des institutions auxquelles un mineur de 16 ans peut être confié, au cas où, reconnu coupable d'un fait répréhensible, il est déclaré avoir agi sans discernement, imposent aux magistrats l'obligation d'ordonner que la garde de l'enfant sera, suivant les circonstances, confiée à l'une ou l'autre des personnes ou des institutions charitables qui y sont dénommées.

« Qu'ainsi en confiant à l'Assistance publique la garde du mineur, la Cour n'a fait que se conformer strictement à la loi. Rejette....

M. Berthélemy était de l'avis contraire à la Cour de cassation :

« En donnant droit, disait-il, aux tribunaux de désigner à leur choix l'administration hospitalière ou l'administration pénitentiaire, vous allez droit à l'abrogation de l'article 66. Les tribunaux n'enverront plus aucun mineur en correction, ils les enverront tous à l'Assistance publique qui sera débordée et sa mission transformée. Elle aura tout e

« la clientèle des « vicieux » et des délinquants. Elle « n'est pas faite pour cela (1). »

Les craintes de M. Berthélemy étaient fondées, mais la décision de la Cour de cassation était logique. Le mal venait de la loi elle-même ou plutôt de son application.

Les tribunaux, en effet, semblaient faire un véritable abus de la loi du 19 avril 1898 et souvent à l'encontre de l'esprit de cette dernière. Les textes 4 et 5 n'avaient nullement entendu supprimer l'article 66 du Code pénal et la mise en correction. Ils devaient au contraire tous se combiner entre eux. Le législateur avait uniquement voulu permettre aux juges d'éviter la correction beaucoup trop sévère pour certains vagabonds mineurs, non encore complètement pervers.

D'autre part, ces textes eux-mêmes ne parlaient que des « Enfants ».

« Dans tous les cas de délits ou de crimes commis « par des enfants ou sur des enfants..... » y était-il dit, le législateur ne voulant pas exclure du nombre de ceux pouvant bénéficier de cette faveur les mineurs de 16 ans de l'article 66 du Code pénal, mais voulant bien montrer par cette expression « d'enfants » que son intention était de n'appliquer cette loi qu'à un petit nombre de privilégiés, à ceux qui ne sont pas entièrement « vicieux ».

1. *Revue pénitentiaire.*

Dans ces conditions, si telle avait été l'interprétation des juges, il n'y avait pas beaucoup de danger à admettre à l'Assistance publique, au milieu des enfants abandonnés, d'autres enfants non moins intéressants que ces derniers. Malheureusement cette pratique fâcheuse fut trop généralisée par les tribunaux contrairement à une circulaire de M. Bulot de 1901, recommandant « de ne faire application de ces « nouveaux pouvoirs si exorbitants du droit com-
« mun, qu'avec la plus grande discrétion. Les en-
quêtes qui auraient dû être très minutieuses ne pouvaient pas toujours être suffisantes et l'on introduisait ainsi dans le sein de l'Assistance publique des éléments... contaminés et contagieux pour des malades comme le sont les pupilles de cette administration hospitalière.

L'intervention du législateur devint bientôt nécessaire. Il fallait créer divers moyens pour alléger les charges de l'Assistance publique et lui permettre de déborder le trop-plein qu'elle contenait dans ses murs et qui était funeste pour un grand nombre de pupilles. La loi du 28 juin 1904 créait deux moyens nouveaux.

Aux termes de son article 1^{er} :

a). — Des écoles professionnelles, agricoles ou industrielles départementales ou privées dans lesquelles pouvaient être envoyés les pupilles, qui à raison de leur indiscipline, ne pouvaient être placés

dans des familles, étaient mises à sa disposition et devaient être organisées en province.

Aux termes de l'article 2 :

b). — L'administration pénitentiaire devait, sur simple jugement du tribunal civil rendu en chambre du conseil, recevoir les pupilles sur lesquels existaient les sujets de mécontentements les plus graves par suite de leurs actes d'immoralité, de violence ou de cruauté.

L'avantage et l'économie surtout de cette loi (art. 2) était de permettre aux pouvoirs publics d'envoyer des indisciplinés dans une colonie pénitentiaire, sans avoir au préalable à faire prononcer une mise en correction en vertu de l'article 66 et par suite sans avoir besoin de relever contre eux une inculpation nouvelle qui quelquefois — en matière de vagabondage par exemple — n'était admise par le tribunal que comme un expédient.

Nous ferons observer à ce sujet que ce droit a été réclaté déjà par des sociétés privées qui elles aussi voudraient pouvoir bénéficier de la loi du 28 juin 1904. C'est ainsi que le 17 avril 1907 M. Rollet déclarait son impuissance devant M. Lemer cier, président de la neuvième chambre, où comparaisait la fille L. B..., âgée de 17 ans, sous l'inculpation de vagabondage. Cette enfant avait fui le patronage de l'enfance et de l'adolescence, et ses juges l'inculpaient à nouveau pour l'envoyer en correction.

Le directeur de l'œuvre exposait au tribunal comment il était indigne de poursuivre sa cliente de vagabondage, alors qu'elle avait été déjà condamnée le 20 décembre 1906 pour ce même chef et que depuis cette date jusqu'au jour où elle s'évada, elle ne s'était pas trouvée seulement une heure en liberté. Mais le tribunal de lui répondre « Attendu que le but
« poursuivi, est de faire accorder ultérieurement par
« les pouvoirs compétents aux patronages en ques-
« tion les mêmes droits qu'à l'Assistance publique
« lorsqu'un enfant est difficile à élever, c'est-à-dire
« le droit de transmettre judiciairement à l'adminis-
« tration pénitentiaire ceux des pupilles qui veulent
« se soustraire à leur direction ou qui paraissent com-
« plètement pervertis. »

Attendu qu'il n'appartient pas au tribunal de don-
« ner acte aux patronages susvisés de l'état d'im-
« puissance dans lequel ils reconnaissent se trou-
« ver lorsqu'ils ont à s'occuper d'enfants difficiles à
« élever. »

« Qu'il ne lui appartient pas plus de les aider à obte-
« nir du législateur des pouvoirs plus étendus pou-
« vant leur permettre de se substituer entièrement
« aux institutions de l'État, alors que le législateur
« n'a pas voulu le faire pour des causes multiples,
« ses institutions ayant le même but, offrant toutes
« les garanties nécessaires et possédant une autorité
« et une responsabilité, qu'il serait impossible

« de retrouver dans une association privée... »

A ce jugement un peu sévère pour le maître, M. Rollet répondait dans le *Journal* : « En qualité de directeur d'œuvre, j'ai lieu d'être satisfait, puisque je vais pouvoir me débarrasser des sujets trop difficiles qui m'auront été confiés en déclarant au tribunal que je renonce à les conserver, si d'autre part les mineurs désirent se soustraire à ma protection ». Et c'est en effet la conclusion logique et regrettable de cette décision qui n'existera pas lorsque les pouvoirs publics auront donné une investiture légale à des patronages ayant fait leurs preuves.

La loi du 28 juin 1904 était aussi un modérateur de la loi du 19 avril 1898, mais néanmoins les tribunaux envoyaient toujours plus de mineurs à l'Assistance publique que dans les maisons de correction.

Aujourd'hui, depuis la loi du 12 avril 1906, qui a élevé la majorité pénale à 18 ans et modifié l'article 66 du Code pénal, il semble que les tribunaux envoient beaucoup plus en correction qu'à l'Assistance publique. Ces résultats tiennent peut-être à ce que cette dernière depuis la modification de cet article 66 ne reçoit plus les enfants acquittés majeurs de 16 ans mais mineurs de 18 ans et que l'envoi en correction reste seul possible pour cette catégorie d'enfants.

C'est, à notre avis, une solution très heureuse ; car d'un côté il eût été très dangereux d'envoyer à l'Assistance publique des éléments aussi pervers de ce

âge ; d'autre part il n'y a que le traitement pénitentiaire qui puisse avoir quelque chance d'arriver à quelque résultat.

ε.— *De la mise en liberté surveillée.*— Il existe un moyen intermédiaire entre la maison de correction et la remise aux parents non prévu par les textes, mais que les tribunaux de la Seine mettent en pratique depuis que MM. Julhiet et Rollet (1) s'en sont occupés sérieusement. Nous ne retracerons pas ici le fonctionnement de cette institution américaine, nous nous contenterons de renvoyer le lecteur aux ouvrages de MM. Julhiet et Rollet. Mais nous ferons observer néanmoins que l'idée de la mise en liberté surveillée que l'on croit neuve se trouvait en principe contenue dans notre institution beaucoup plus vieille : la surveillance de la haute police, remplacée par l'interdiction de séjour de la loi du 27 mai 1885. Cette restriction à la liberté du condamné qui a remplacé la mise à la disposition du gouvernement beaucoup plus large et moins définie, avait pour but de mettre l'État en garde contre des malfaiteurs qu'il ne fallait pas perdre de vue. — L'interdiction de séjour de nos jours n'a pas d'objectif différent et n'est qu'un moyen de protection contre l'individu en faveur de la société.

La mise en liberté surveillée au contraire que l'on

1. Systèmes ABANEL et ROLLET.

pourrait tout aussi bien dénommer « la mise en surveillance de l'enfance » est un moyen d'éducation que l'on peut ajouter à ceux de l'article 66 du Code pénal, pris en faveur de l'enfance contre le danger de la société. C'est une mise en observation de l'enfant, une mainmise sur lui prête à le reconduire devant ses juges en cas de nouvelle infraction ou de mauvaise conduite. En Amérique et en Angleterre, cette institution est une surveillance officielle et privée ; chez nous, elle n'a jamais été jusqu'ici que réservée à des personnes charitables ou des patronages. Nous concevriions d'ailleurs difficilement en France que des agents de police, alors même qu'ils auraient une autre dénomination, puissent s'ingérer dans les différentes manifestations de la puissance paternelle.

Nous sommes très sceptiques en ce qui concerne l'efficacité de ce moyen que l'on qualifie nouveau chez nous, et bien que l'on s'obstine à nous le préconiser et le vanter, nous croyons que les résultats heureux qu'on lui attribue sont dus plutôt à d'autres choses étrangères. En tout cas son application exige une certaine prudence et modération. M. Rollet en a déjà fait l'application. Mais les tribunaux n'ont pas à la prononcer. Nous ne croyons pas d'ailleurs que nos chambres voient avec plaisir cette institution devenir légale par la consécration d'un texte. Nous sommes dans le domaine administratif et policier et non dans le domaine législatif et judiciaire. — Res-

lons-y. — Plus loin nous dirons comment nous comprenons cette surveillance appliquée aux délinquants primaires.

1. — *De la nature du droit de garde.* — Depuis quelques années, il est question de donner satisfaction aux sociétés de patronage qui s'occupent du relèvement de l'enfance et de leur attribuer certains droits de la puissance paternelle. Les directeurs de ces œuvres qui sont investis de la garde des enfants à eux confiés par le tribunal, et qui sont souvent impuissants à corriger leurs indisciplinés, feraient le plus grand profit de certains droits de la puissance paternelle.

Nous avons dit, en effet, que le tribunal de la Seine leur avait refusé le bénéfice de la loi du 24 juin 1904, et que devant leur impuissance, les directeurs de patronages n'avaient qu'à poursuivre devant les juges l'envoi en correction en vertu de l'article 66 du Code pénal. Nous avons dit combien était funeste pour l'enfant délinquant primaire la comparution en correctionnelle.

Par suite d'une délégation partielle de la puissance paternelle, comme elle est déjà possible par la loi du 24 juillet 1889, quand les parents veulent bien la consentir, l'envoi en correction pourrait être ordonné pour le plus grand profit de l'enfant, sans l'intervention du juge correctionnel, et en ayant soin de modifier la puissance paternelle dans le sens que nous avons

ndiqué plus haut sous cette rubrique, nous pourrions envoyer un enfant vicieux dans une école de réforme par une simple décision du président du tribunal rendue en chambre du conseil.

Pourquoi en outre laisser à des parents coupables, la plupart du temps, dont les enfants ont été confiés à l'Assistance publique ou à un patronage, le droit de consentir au mariage de leurs enfants mineurs ? Le décret de pluviôse an XIII ne s'applique pas à cette catégorie d'enfants et la loi du 19 avril 1898 est muette sur ce point ? Pourquoi exonérer complètement des parents sinon coupables, du moins négligents de toutes contributions aux frais d'éducation et d'entretien de leurs enfants mineurs dont ils n'ont pas la garde ? L'État allemand a très bien compris qu'il ne fallait pas isoler complètement les pères et mères de leurs enfants, mais les faire contribuer dans la mesure de leurs ressources aux dépenses nécessaires de l'éducation de ces derniers. Pourquoi laisser souvent un tuteur dilapider les fonds du mineur et l'exonérer des frais qui lui incombent ? L'État ne pourrait-il pas organiser lui-même l'administration des biens de l'enfant et se payer sur les revenus ? La loi du 24 juillet 1889 dans son article 11 avait prévu les objections : celle du 19 avril 1898 est restée muette.

B

Les Incorrigibles.

Si le vagabond paraît complètement perversi, que son amendement par la maison de correction ne soit pas probable, il y a lieu d'appliquer contre lui les peines de droit commun, applicables aux adultes.

Certains praticiens ont prétendu que la loi du 12 avril 1906, en élevant la minorité pénale à 18 ans, avait modifié tous les articles du Code pénal qui prenaient la minorité de 16 ans en considération. Ceci est absolument faux et la preuve de cette erreur ressort suffisamment des travaux préparatoires et de la teneur même de la loi qui s'est expliquée à ce sujet en disant que l'article 66 du Code pénal et l'article 340 du Code d'instruction criminelle étaient seuls ainsi modifiés... mais n'a nullement parlé des autres articles qui doivent par suite rester ce qu'ils étaient. Au reste l'esprit de la loi a été d'élever la minorité pénale dans le but d'appliquer à l'enfance des mesures d'éducation et lui éviter une condamnation au delà de 16 ans, persuadé qu'était le législateur qu'une mesure de clémence, qu'un traitement moral aurait beaucoup plus d'effet sur le mineur que des peines répressives. Pour les incorrigibles ou paraissant tels qui n'ont pas à bénéficier de la clémence des

juges, étant donné leur état incurable, le législateur n'a rien changé et nous sommes toujours sous l'empire des mêmes textes.

Si le mineur est poursuivi pour un délit quelconque de droit commun nous ferons application de l'article 69 et ne prononcerons contre lui que la moitié de la peine à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu 16 ans.

Toutefois l'article 271 du Code pénal modifié en 1832 a cru bon de déroger à ces principes et dans son deuxième paragraphe a supprimé la peine de l'emprisonnement pour les vagabonds mineurs de 16 ans et l'a remplacée par la surveillance de la haute police.

« Néanmoins les vagabonds âgés de moins de 16 ans
« ne pourront être condamnés à la peine d'emprison-
« nement, mais sur la preuve des faits de vagabon-
« dage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la
« haute police jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis, à
« moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un
« engagement régulier dans les armées de terre ou
« de mer. »

Le législateur de 1832, comme nous l'avons déjà dit, n'a eu en vue ici que les vagabonds mineurs d'habitude, ceux que l'on ne peut espérer de relever. Il a pensé que pour ceux-là le remède de l'article 66 était insignifiant, qu'il n'y avait pas à essayer de les traiter, mais que la peine de l'emprisonnement étant trop sévère pour des individus auxquels on ne pouvait

reprocher que de ne vouloir rien faire, d'être des parasites de la société, sans que l'on pût leur faire un grief de ne savoir travailler. Il y avait lieu néanmoins de prendre contre eux des mesures préventives : car si l'état de vagabondage n'est pas dangereux en lui-même, il peut le devenir. C'est ainsi qu'on peut expliquer l'atténuation légale de l'article 271 en faveur du mineur de 16 ans. Il sera très rare cependant d'appliquer exclusivement cette peine restrictive de la liberté. Le délit de vagabondage n'est jamais seul et il suffira d'une légère inculpation quelconque, de vol ou de mendicité, pour appliquer à ce jeune inculpé la peine de l'emprisonnement doublée de la peine accessoire de l'article 271 *in fine*.

Depuis la loi du 27 mai 1885 la surveillance de la haute police est remplacée par l'interdiction de séjour qui, au lieu d'assigner une résidence déterminée au condamné en lui interdisant certaines villes ou certains centres, interdit uniquement à ce dernier de paraître dans certains lieux déterminés par l'arrêté qui leur est signifié par le gouvernement. Sous l'empire de la loi du 27 mai 1885 « étaient considérés comme gens sans aveu et punis des peines édictées contre le vagabondage tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de prostituer ou de faciliter la prostitution d'autrui sur la voie publique. » Nous avons dit combien étaient

nombreux à Paris ces individus parasites ne vivant que du produit de la prostitution des filles qu'ils protègent. Nous avons dit également combien ce genre de métier était fréquent chez les mineurs de 15 à 21 ans. Avant la loi du 3 avril 1903 qui a modifié la qualification du délit et le taux de la peine, les peines de l'article 271 étaient seules applicables et la peine de l'emprisonnement ne pouvait pas être prononcée contre des jeunes souteneurs de moins de 16 ans.

Aujourd'hui le métier de souteneur constitue un délit pénal et le législateur de 1903 lui a appliqué des peines spéciales, montrant bien son intention de soustraire cette catégorie d'individus à l'article 271 du Code pénal : « Seront punis d'un emprisonnement « de trois mois à deux ans et d'une amende de cent « francs à mille francs avec interdiction de séjour de « cinq ans à dix ans tous individus ayant fait le métier de souteneur. » En faisant application de l'article 69 du Code pénal, les mineurs de 16 ans exerçant la profession de souteneur pourront ainsi être condamnés maintenant à un an de prison et cinq ans au moins d'interdiction de séjour.

Si on peut féliciter le législateur d'avoir modifié en ce sens la loi du 27 mai 1885, on peut lui reprocher d'avoir maintenu l'article 6 de ladite loi, qui interdit aux juges de prononcer la relégation contre des mineurs de 21 ans. Il n'est pas rare de trouver

des individus de 18 à 19 ans ayant déjà à cette époque de leur vie encouru le nombre des condamnations suffisantes pour être condamnés à la peine de la relégation. Il est vrai que d'après l'article 6 *in fine*, « les condamnations encourues par le mineur de « 21 ans compteront en vue de la relégation, s'il est, « après avoir atteint cet âge, de nouveau condamné « dans les conditions prévues par la présente loi. » Mais est-ce suffisant ? Pendant leur minorité, quoique soumis à l'interdiction de séjour à leur sortie de prison, ces malfaiteurs continuent à pratiquer leur vil métier et à devenir des individus dangereux. Nous connaissons, en effet, leur art d'enfreindre les arrêtés d'interdiction de séjour pour revenir à Paris reprendre la vie qu'ils avaient momentanément quittée. Une modification de la loi du 27 mai 1885 édictant des mesures spéciales plus sévères pour les individus visés par la loi du 3 avril 1903 aurait pour but de débarrasser la société d'apaches et souteneurs qui sont de nos jours le fléau des grands centres.

C

Les délinquants primaires.

Pourquoi doit-on éviter aux délinquants primaires la comparution en correctionnelle ? — D'une innovation intéressante et de la procédure en chambre du Conseil. — Des moyens employés par les juges du tribunal de la Seine

— *M. Rollet devant le tribunal. — De l'Avertissement en Angleterre et du système de M. Albanel, juge au tribunal de la Seine. — De l'amendement des mineurs par le travail. — Des « Industrial Schools » et des « Truants Schools ». De la circulaire de M. Rack, procureur général à Rouen.*

Pour cette classe de vagabonds mineurs qui sont plutôt des malheureux, des enfants abandonnés, l'intervention des pouvoirs publics doit être énergique. L'État doit tendre la main à cette jeunesse sur le point de tomber et c'est ici surtout l'occasion de faire de nombreux sauvetages. Les sociétés privées ne doivent pas non plus rester étrangères à tous ces actes et peuvent trouver en cette matière l'occasion de faire de bonne philanthropie.

Il faut éviter à tout prix à ces enfants la comparution en correctionnelle qui effraie peut-être le jeune inculpé au premier abord, mais une fois cette épreuve subie, lui donne une hardiesse qui l'invite à revenir devant ses juges. C'est une bonne occasion pour ces dévoyés d'être mis à l'ordre du jour, ils sont vaniteux et il ne leur déplait pas de faire parler d'eux, tout en faisant leur petit effet. Ils se connaissent entre eux, ils ont commis leurs méfaits ensemble et d'un commun accord, ils sont par suite heureux d'être jugés en même temps et pouvoir se dire un mot sur le même banc de la correctionnelle.

Quiconque a assisté aux audiences de la 8^e chambre l'an dernier a pu constater ces inconvénients.

L'enfant de 15 ans était jugé avec les adultes et sa comparution était réglée de la même façon.

Depuis le mois de janvier dernier nous avons dit que des audiences spéciales étaient réservées à ces affaires de mineurs et suivant des règles particulières. L'enfant comparait seul et dans la salle n'existent que des personnes âgées.

Néanmoins, nonobstant cette réforme, nous sommes partisan d'éviter autant que possible la comparution en correctionnelle à cette catégorie de vagabonds, d'abord parce que c'est un précédent fâcheux pour ces jeunes inculpés, ensuite surtout, parce que c'est injuste de traiter les délinquants primaires, la plupart enfants abandonnés dont nous avons parlé dans notre troisième chapitre, avec la même rigueur que les enfants vicieux qui ont commis plusieurs actes de vagabondage.

A notre avis, ils ne doivent pas dépasser le cabinet du juge d'instruction et il est regrettable que notre loi du 19 avril 1898 ne permette pas au juge de prononcer des mesures définitives, que la comparution en correctionnelle soit nécessaire pour confirmer ces décisions.

Les législations anglo-saxonnes sont bien supérieures à la nôtre à ce sujet et soit en Allemagne où fonctionne le tribunal des tutelles, soit en Angleterre où existent des juridictions sommaires composées d'un seul juge, chargé uniquement de la connaissance

de ces délits d'enfants, le traitement des vicieux n'est pas le même que celui des faibles et des malades. C'est ainsi que la loi anglaise réserve le séjour dans les « Reformatory » aux enfants vicieux et pour éviter d'établir une confusion entre ces derniers et ceux qu'elle envoie dans les « Industrial school », et « Truants school » prononce toujours une condamnation avant l'entrée de l'inculpé dans l'école de réforme. — « Il est nécessaire, en effet, disait Sydney Turner, que le vice ou la mauvaise conduite ne semblent pas récompensés, ou encouragés, ou traités de telle manière enfin qu'on aboutisse à traiter plus favorablement les jeunes coupables que les enfants honnêtes de parents pauvres et respectables. — « Une punition préalable impliquant la réprobation publique vis-à-vis de l'acte du coupable semble donner pleine satisfaction. » Nous ne sommes pas partisan de la condamnation, mais cette distinction est juste et bonne en principe.

Pourquoi en utilisant notre loi de 1898 ne chargeons-nous pas le tribunal civil siégeant en Chambre du conseil de rendre définitives les mesures provisoires prises pendant l'instruction ? — Rappelons-nous en effet qu'à ce moment, nous nous occupons beaucoup plus d'une affaire purement civile que d'une affaire de la compétence de la correctionnelle, et par suite nous ne devons pas avoir de scrupule à édicter des règles de procédure un peu spéciales. C'est ce que nous di-

sions plus haut quand nous proposons de porter une certaine entrave à la puissance paternelle. — Nous verrons plus loin que le Sénat n'a fait qu'admettre ce principe à propos du vote en juin dernier de la loi sur la prostitution des mineures.

Toutefois ce traitement spécial n'est pas nécessaire pour toute la catégorie des délinquants primaires dont nous nous occupons en ce chapitre. Nous pouvons distinguer :

a) Les enfants moralement abandonnés qui n'ont pas fait l'objet de la procédure de la loi du 24 juillet 1889 et dont la garde n'a pas été confiée à l'Assistance publique ;

b) Les enfants de parents condamnés en justice qui n'ont pas fait l'objet d'une procédure spéciale de la loi précitée ;

c) Les enfants de parents incapables de s'occuper d'eux, mais qui ne sont coupables d'aucune faute. — Les cas objectifs dont parle la loi prussienne du 2 juillet 1902 dans son article I § 3.

A tous ceux-là, nous pourrions appliquer les moyens énoncés par l'article 4 de la loi du 19 avril 1898, ordonnés par une décision du tribunal civil, en chambre du Conseil, sans crainte de nous voir faire le reproche de supprimer les droits de la puissance paternelle ; car nous envisageons des cas où la puissance paternelle n'est pas et ne peut pas être exercée.

A tous ceux qui ne sont pas compris dans ces catégories, nous pouvons avec profit utiliser les moyens mis en pratique par les juges d'instruction du tribunal de la Seine.

L'affaire est instruite soigneusement, des renseignements sont recueillis sur la famille et après un non-lieu de faveur, l'enfant est rendu à sa famille.

Les engagements militaires, les entrées dans une maison de travail, comme Thiais, les rapatriements pour les garçons et les filles de la province et de l'étranger, sont la plupart du temps les conclusions des juges d'instruction.

M. Rollet réclame souvent devant le tribunal la plupart des enfants mineurs non encore complètement pervertis. C'est ainsi, en effet, qu'il a l'occasion propice de mettre en pratique ses principes de mise en liberté surveillée. Les enfants lui sont confiés par décision du tribunal et remis par lui après un traitement de quelques mois à des particuliers de la province surtout. Il est à remarquer, en effet, que rien ne peut être plus utile et efficace pour eux que la vie au sein d'une famille et au milieu des champs. L'inconvénient est que souvent les habitants refusent de recevoir ces pupilles parce qu'ils ont été traduits en correctionnelle.

L'enfant est surveillé par le patronage qui observe les progrès de son éducation et qui, au besoin, le reprend et le change de climat, si le milieu dans

lequel il se trouve ne lui est pas propice, ou s'il commet quelques actes d'indélicatesse et de mauvaise conduite. (C'est ici que les pouvoirs accordés par la loi du 28 juin 1904 à l'Assistance publique seraient utiles à M. Rollet.)

Quelquefois il suffit d'un seul avertissement du juge pour arrêter le jeune vagabond sur la pente où il se trouvait. Quelquefois il comparaitra quatre et cinq fois, mais il est de jurisprudence de ne le renvoyer en correctionnelle qu'à la cinquième et sixième infraction légère, à moins toutefois qu'il ne s'agisse d'un enfant abandonné qu'il est utile de confier à une éducation sérieuse, et de renvoyer à l'Assistance publique.

En Angleterre la loi du 11 août 1879 dans son article 16, sur les juridictions sommaires (1), a institué le système de « l'avertissement » dont l'application a été généralisée pour les enfants. Aux termes de cette loi, l'inculpé est remis en liberté et rendu à ses parents sous caution de se bien conduire. Le juge classe l'affaire provisoirement, ne prononce pas son jugement, mais en cas de mauvaise conduite ce dernier délivre un mandat d'arrêt contre l'enfant; la procédure suspendue pendant quelque temps reprend son cours normal et le jeune délinquant est condamné sur les mêmes faits. M. Albanel, juge d'ins-

1. *Annuaire de législation comparée*, 1879, p. 21.

truction au tribunal de la Seine, semble mettre ces principes en pratique et c'est dans ce sens qu'il comprend la mise en liberté surveillée.

De l'amendement des mineurs par le travail. — Il est à remarquer que le meilleur remède pour ces délinquants primaires vagabonds est le travail. Ces enfants deviennent vicieux, parce qu'ils ne font rien et qu'ils ne sont pas susceptibles de travailler. Les mettre à même par conséquent de gagner leur vie est le moyen infailible de les guérir du mal qui les conduirait à la ruine s'il n'était pas réprimé.

Quand il a créé nos maisons de correction et nos colonies pénitentiaires, le législateur de 1850 était bien imbu de ces idées, malheureusement le tort de l'institution de 1850 fut d'assimiler un peu trop les colonies pénitentiaires à des prisons d'enfants insoumis, et de réunir par suite dans un même endroit de trop grandes variétés de délinquants mineurs qui se contaminaient entre eux.

Le législateur aurait dû créer en outre des maisons de travail officielles où les enfants abandonnés et malheureux seraient envoyés dans le but d'y apprendre un métier et non dans le but unique d'être amendés : l'école Théophile Roussel produit d'heureux résultats et remplit bien les conditions que nous exigeons. Ce que nous reprochons en effet à nos maisons de travail qui fonctionnent en France c'est de n'être accessibles, la plupart d'entre elles, qu'aux

enfants acquittés de l'article 66 du Code pénal.

Comme en Angleterre il devrait exister des écoles professionnelles réservées uniquement à des mineurs vagabonds et délinquants primaires, contre lesquels il n'y a pas lieu de prendre des mesures coercitives, ce qui n'empêcherait pas de créer des écoles plus sévères pour les indisciplinés et ceux qui feraient preuve de mauvais instincts.

D'après la loi de 1857 sur les « Industriel Schools » sont envoyés dans ces écoles :

a) Les enfants de 7 à 14 ans qui n'ont jamais commis de délits ;

b) Les enfants de moins de 12 ans qui sont des délinquants primaires.

Tous ces mineurs n'ont jamais comparu devant les tribunaux de répression ordinaires. Ils ont comparu uniquement devant la juridiction spéciale qui a ordonné leur envoi dans une école industrielle pour un temps non déterminé. Les « Truants schools » sont des écoles de la même nature réservées aux enfants qui font l'école buissonnière. Elles ont été créées en 1870 au moment où l'enseignement fut rendu obligatoire.

Nous dirons ici en passant que la loi sur l'enseignement est appliquée rigoureusement en Angleterre et que des agents spéciaux, appelés « bedeaux » sont chargés exclusivement de surveiller les enfants et de conduire devant les juridictions sommaires, ceux

qui vagabondent dans la rue, pouvoirs exorbitants que nous comprendrions difficilement chez nous. De tels procédés révolteraient le sentiment public dans notre pays où, *hormis le flagrant délit, nul ne peut être arrêté et poursuivi qu'en vertu d'un mandat décerné par le juge d'instruction*. Disons même en terminant qu'une loi récente du 18 décembre 1902 (1): « l'act de l'éducation, » a étendu considérablement ces pouvoirs et a donné à toute personne ces droits exorbitants, accordés seulement autrefois à un certain nombre de personnes déterminées.

S'inspirant de ces principes anglais, M. Rack, procureur général de Rouen, fit paraître en 1901 une circulaire par laquelle il prescrivait aux commissaires de police de conduire au commissariat des enfants qui ne fréquentaient pas l'école et le préfet de la Seine-Inférieure rédigeait un arrêté dans le même sens :

« Il n'est pas rare, disait-il, de voir sur les gran-
« des routes ou à l'entrée des villages, errer des en-
« fants qui, au lieu de fréquenter l'école, vagabondent,
« se livrant à la mendicité et importunant les passants
« lorsqu'ils ne commettent pas des déprédations sur
« les propriétés rurales. Une admonestation qu'on
« leur adresserait en temps utile serait peut-être de
« nature à les arrêter sur une pente fatale et à les
« ramener dans la bonne voie (2). »

1. *Annuaire de législation comparée*, 1903.

2. En 1893 le maire de Dunkerque avait pris un arrêté en

PROJET DE LOI SUR LA PROSTITUTION DES MINEURS

Dans ses séances du 4 et 7 juin dernier, le Sénat vient de voter par deux voix de majorité la loi sur la protection des mineurs prostitués, due à l'initiative de l'honorable M. Bérenger.

Ce projet de loi, qui a été suivi d'un contre-projet auquel ont collaboré plusieurs jurisconsultes éminents notamment MM. Gruppi, Feuilleux et notre distingué maître et président de thèse, M. le professeur Le Poittevin, et que le gouvernement a adopté, a été soumis à la discussion de la Chambre des députés

ce sens, approuvé par le préfet du Nord, et en vertu de ses dispositions, contravention était dressée contre les enfants ne fréquentant pas l'école. Les contrevenants étaient poursuivis en vertu de l'article 471 § 15 du Code pénal. — La Cour de cassation a considéré à cette époque dans un arrêt très-motivé que les pouvoirs que s'arrogeaient ainsi en cette matière les maires et juges de paix étaient exorbitants et cassa pour excès de pouvoir les dits jugement et arrêté.

Attendu, disait l'arrêt, que si la loi du 5 avril 1884 charge les maires de la police municipale et les autorise à prendre des arrêtés ordonnant des mesures locales sur les objets confiés par la loi à leur vigilance et à leur autorité, elle ne leur donne pas le droit de statuer par voie réglementaire sur des matières expressément régies par des lois spéciales.

Dans l'espèce, en effet, la loi du 20 mars 1882 sur l'enseignement édicte des peines spéciales contre les parents. Nous croyons donc qu'un arrêté dans le sens de celui du préfet de Rouen est parfaitement valable et ne peut pas être annulé pour excès de pouvoir.

qui l'a renvoyé à la commission parlementaire pour l'étudier. Nous craignons que ce projet ne se perde ou plutôt ne s'oublie dans les cartons de cette commission et n'ait, à son tour, le même sort que beaucoup d'autres projets de lois sur l'enfance coupable. Les textes de cette loi répondent bien pourtant à la conception des mesures pénales répressives et préventives que nous avons maintes fois énoncées dans notre discussion.

Nous ne devons pas oublier, en effet, que les enfants dont nous nous sommes occupés et auxquels s'applique le projet de loi en question, sont plutôt des enfants malades et malheureux, pour lesquels il faut un traitement spécial éducatif et non répressif. Ce projet de loi du sénateur Bérenger constate une innovation savante et hardie que personne n'avait encore osé franchement formuler bien que d'éminents magistrats et avocats et des sociétés protectrices de l'enfance en aient eu l'idée déjà depuis plusieurs années.

Notre Code, en effet, je le répète, évite bien une condamnation au jeune prévenu en prononçant les mesures d'éducation, mais notre législation ne supprime pas ce caractère répressif qui persiste néanmoins par le fait même qu'elle ordonne la comparution de l'enfant devant des tribunaux répressifs.

Cette innovation récente de M. Bérenger, au lieu d'être générale, comme les législations allemande,

anglaise et américaine qui s'appliquent à l'enfance malheureuse coupable, n'a été proposée que pour une catégorie de dévoyés, les prostitués, parce que c'est pour ces derniers que le besoin se fait le plus sentir, mais l'intention et le désir de M. Bérenger dans son projet étaient peut-être de voir établir en France pour l'enfance coupable malheureuse une juridiction spéciale dérogeant au droit commun ?

Nous avons montré dans notre thèse que les principes de notre puissance paternelle et le respect exagéré que nous avons chez nous pour la liberté individuelle, s'opposaient à ce qu'une loi générale, inspirée du présent projet sur la protection des mineurs prostitués, puisse avoir quelque chance d'aboutir tant que nous n'aurons pas touché aux pouvoirs exorbitants du père de famille. Déjà nos pères conscrits se sont émus à cette pensée et l'article 9 du projet qui vise l'arrestation immédiate du mineur a failli échouer et n'a été voté qu'à deux voix de majorité.

Le sénateur Bérenger avait bien prévu les difficultés et c'est pour cela qu'il n'avait demandé les mesures préventives que pour les *filles mineures se livrant habituellement à la prostitution*. Ce dernier fit observer, en effet, au Sénat, que le danger public était beaucoup plus grand pour les filles que pour les garçons. D'où la restriction de son texte à la première catégorie. Chose extraordinaire, le projet du gouvernement fut plus sévère et c'est à celui-là que

le vote du Sénat s'est arrêté : Voici comment il est congu (1) :

« Tout mineur de 18 ans qui se livre habituelle-
« ment à la prostitution, même sans idée de gain,
« est appelé à comparaître devant le tribunal civil
« en chambre du conseil, qui décide suivant les cir-
« constances s'il doit être rendu à ses parents ou
« placé dans un établissement public spécialement
« autorisé à cet effet, et approprié à sa réformation
« morale, soit enfin chez un parent ou un particulier,
« pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à
« son mariage. »

D'autre part, le projet Bérenger ne visait que la prostitution sur la voie publique et non la prostitution des mineurs en général. M. Bérenger faisait, à ce sujet, la dissertation suivante à propos des mineures se prostituant dans un domicile privé :

« Ces petites prostituées, disait-il, sont de deux
« catégories. Je ne crois pas que l'on puisse en ima-
« giner une troisième : dans la première on trouve
« des enfants abandonnées par leurs parents et qui
« livrées à leurs mauvais instincts ou aux entraîne-
« ments qu'elles ont subis, ont échappé à la surveil-
« lance paternelle ou maternelle. Pour celles-là, il
« y a cette belle loi du 24 juillet 1889, qui porte si
« justement le nom de son auteur Théophile Roussel,

1. *Journal officiel* du 5 juin 1907.

« loi qui permet de demander aux magistrats d'user
« du pouvoir que la loi leur a donné (1).

« La seconde catégorie comprend les enfants dont
« un tiers s'est quelquefois emparé — et malheureuse-
« ment quelquefois un parent — les enfants que l'on
« exploite, que l'on a conduits à la prostitution en
« les excitant, pour en tirer naturellement profit. La
« loi du 19 avril 1898 prévoit précisément ces cas. »

C'est que M. Béranger avait prévu la difficulté ; il n'avait parlé que de la prostitution des mineures sur la voie publique parce que pour ces prostituées seules qui causent du scandale, il demandait l'arrestation immédiate, ce qui était possible sans froisser les principes de la liberté individuelle, tandis qu'il était difficile de procéder à cette arrestation, si la prostitution avait lieu dans un domicile privé. M. Bourdon, directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice, commissaire du gouvernement, s'est néanmoins fortement opposé à cette mesure, malgré la destruction du projet Béranger.

« Si la prostitution n'est pas un délit en vertu des
« principes supérieurs qui doivent nous guider et qu'on
« ne peut abandonner sans aller aux pires excès, aux
« plus lamentables erreurs, comment la prostitution

1. Par la procédure de la déchéance paternelle il sera possible, en effet, de remettre ces enfants à l'assistance publique conformément à l'article 11 de la loi du 24 juillet 1889. *Journal officiel* des 5 et 7 juin 1907.

« pourrait-elle motiver une arrestation? Une pareille
« mesure serait la violation de tous les principes du
« droit...

« Non cela n'est pas possible, où il n'y a pas de
« délit il ne peut pas y avoir d'arrestation. »

Néanmoins l'article 9 du projet Bérenger fut voté
intégralement, c'est-à-dire ne visant l'arrestation du
mineur que dans le cas de prostitution sur la voie
publique tel que l'article 1^{er} l'avait établi.

« Si le mineur est saisi en état habituel de pros-
« titution sur la voie publique et dans un lieu public,
« il est immédiatement conduit, après avis donné
« aux parents, ou au tuteur, devant le procureur de
« la République qui prend à son égard les mesures
« nécessaires pour s'assurer de sa personne jusqu'au
« jour de sa comparution, ou il défère au tribunal
« civil, jugeant en chambre du Conseil, qui statue
« dans les termes de l'article 1^{er}. »

Par l'expression « habituellement » insérée dans
cet article, les promoteurs du projet Bérenger ont
laissé aux agents le soin de provoquer l'arrestation
des mineurs, se livrant publiquement à des actes de
racolage. C'est là malheureusement ce qui peut paraî-
tre arbitraire, comme on n'a pas manqué de le faire
observer lors de la discussion au Sénat : si nos agents
parisiens et d'ailleurs ont souvent les yeux fermés
devant certains événements, ils se figurent, par con-
tre, voir un délit là où il n'y a rien de répré-

hensible. D'eux seuls dépend l'exécution de cette loi — et nous savons en effet, que le tribunal accorde pleine confiance en général aux rapports d'agents parce qu'il ne peut pas décourager ces derniers dans le zèle infatigable qu'ils mettent à l'exécution de leur mission.

Néanmoins cette arrestation provoquée par eux pourra être parfois fâcheuse. N'a-t-on pa vu, en effet, plusieurs fois, au moment des rafles organisées par M. le préfet de police, des femmes mariées, et honnêtes femmes, conduites au commissariat sous l'inculpation de vagabondage, pour avoir eu imprudemment, l'œil vif, le nez au vent, le sourire aux lèvres, sous les yeux des passants non insensibles ? C'est ici le point faible du projet. Il faudrait pour sa bonne et intelligente exécution supposer une police idéale dont la mentalité dérogerait à celle de la moitié de ses agents.

Comme particularité de ce projet, c'est le tribunal civil en chambre du Conseil qui statue sur les moyens à prendre, ce qui évite ainsi aux jeunes dévoyés la comparution en correctionnelle, et qui a presque toujours lieu sous l'empire de nos textes actuels. Nous avons dit, en effet, que par un expédient, mis en pratique depuis quelques années, les jeunes prostituées étaient poursuivies pour vagabondage simple conformément aux articles 269 et suivants du Code pénal, subterfuge juridique sur l'appréciation duquel nous ne reviendrons pas.

CONCLUSION

Dans notre longue étude sur le vagabondage de l'enfance — pris dans son sens large — nous avons voulu montrer le danger actuel du vagabond pour la société. Nous nous sommes évertués à tracer les diverses péripéties qui mènent l'enfant vagabond aux bancs de la correctionnelle et de la Cour d'assises, après avoir passé en revue les diverses formes que prend le vagabondage chez les mineurs. Nous avons dit également quel était le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants et comment, au lieu de les mener au bien, ils les excitaient souvent au vice et à la débauche.

Devant l'état actuel des choses nous avons analysé, autant que possible, les divers textes de notre légis-

lation permettant d'enrayer le mal. Par quelques aperçus rapides sur les législations étrangères, nous avons voulu, non pas montrer l'infériorité de notre code, mais essayer de compléter notre législation dans les cas où elle est insuffisante, sans avoir eu la prétention de faire une étude complète sur les lois étrangères que nous avons visées.

Nos critiques portent plutôt sur certains textes et principes de notre droit civil que sur ceux de notre droit pénal. Nous considérons, en effet, que la plupart des vagabonds — les délinquants primaires — sont des enfants malheureux et qu'il y a lieu de les faire ressortir aux tribunaux civils et non aux juridictions correctionnelles. Notre loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle et celle du 19 avril 1898 sont les seuls textes qui permettent aux pouvoirs publics de prendre en faveur de l'enfance des mesures préventives, sans recourir à une inculpation quelconque, contre eux — mais ils sont insuffisants. Une loi spéciale produirait les plus heureux résultats. Pour cela il y aurait lieu, comme nous l'avons déjà dit, de retoucher les textes qui visent la puissance paternelle et attribuer à l'État concurremment avec le père le droit d'intervenir en faveur de l'enfant et au besoin se substituer à lui. Notre loi du 19 avril 1898, dans son article 4, et notre article 66 du Code pénal modifié par la loi du 12 avril

1906, nous dira-t-on, accordent aux tribunaux des pouvoirs très larges de façon à donner, suivant les besoins de la cause, la solution qui paraît le plus convenable à l'enfant ; mais nous ferons observer que ces textes ne doivent être appliqués qu'avec la plus grande discrétion. En faire abus serait aller à l'encontre de l'esprit du législateur et l'effet produit pourrait être des plus funestes. La nécessité d'une législation complète, spéciale, se fait donc sentir actuellement.

Nous ferons observer en terminant que le problème du relèvement de l'enfance appartient tant au domaine médical qu'au domaine juridique et que pour être complet il y aurait lieu de traiter la question sous ces deux phrases distinctes. Notre incompetence en matière médico-légale nous oblige d'arrêter ici notre étude.

Malgré ses hésitations au début, il semble que notre jurisprudence actuelle ait su donner à la rigidité de certains de nos textes la souplesse et l'élasticité qu'ils devaient avoir en la matière.

Nous faisons des vœux pour que le grand problème de l'éducation de l'enfance soit, avec l'aide des législations étrangères, solutionné avant peu. Qu'il nous soit permis ici, — avec nos remerciements pour nous avoir considérablement aidé dans notre travail, — d'adresser nos hommages respectueux aux émi-

nents et zélés magistrats du tribunal de la Seine et aux jurisconsultes distingués qui, depuis quelques années, apportent à l'enfance un intérêt tout particulier.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
LEPOITTEVIN

Vu et permis d'imprimer :
L. Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

